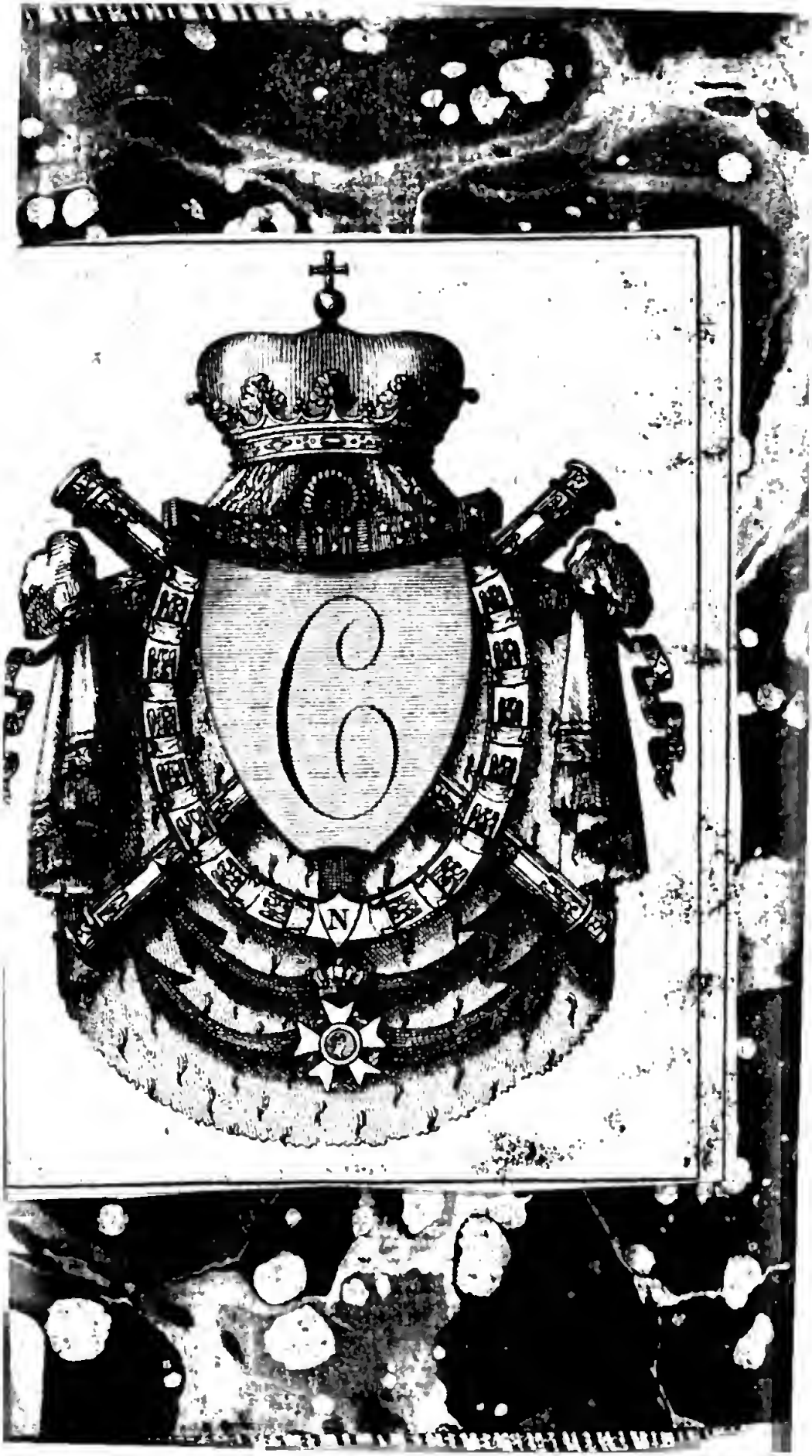

6
N

5116

Palat. Lix 1 C45.

BIBLIOTHEQUE
UNIVERSELLE
DES DAMES.

Seconde Classe :

HISTOIRE.

Il paroît tous les mois deux Volumes de cette Bibliothèque. On les délivre soit brochés, soit reliés en veau fauve ou écaillé, & dorés sur tranche, ainsi qu'avec ou sans le nom de chaque Souscripteur imprimé au frontispice de chaque volume.

La souscription pour les 24 vol. reliés est de 72 liv., & de 54 liv. pour les volumes brochés.

Les Souscripteurs de Province, auxquels on ne peut les envoyer par la poste que brochés, payeront de plus 7 liv. 4 s. à cause des frais de poste.

Il faut s'adresser à M. CUCHET, Libraire, *rue & hôtel Serpente, à Paris.*

SBN

BIBLIOTHEQUE

UNIVERSELLE

DES DAMES.

HISTOIRE.

TOME VINGT-SIXIÈME.

BIBLIOTECA NAZIONALE "VITTORIO EMANUELE III" NAPOLI

A PARIS,

RUE ET HÔTEL SERPENTE.

Avec Approbation & Privilége du Roi.

1789.

BIBLIOTHEQUE

UNIVERSELLE

DES DAMES.

HISTOIRE MODERNE.

LIVRE QUATORZIÈME.

CHAPITRE IV.

Depuis que la France prit les armes contre la maiſon d'Autriche, juſqu'à la mort du cardinal de Richelieu.

LOUIS XIII avoit donné des ſubſides aux états-généraux & au roi de Suède. L'épuiſement & les troubles de la France ne permet-

toient pas de faire davantage. C'étoit assez dans cette situation d'occuper la maison d'Autriche, & de l'empêcher d'envoyer des secours aux rebelles. On crut devoir faire encore moins d'efforts, pendant les conquêtes rapides de Gustave : car l'ambition de ce prince commençoit à donner de l'ombrage à ses alliés qu'il étonnoit; & on l'eût redouté plus que Ferdinand, s'il fût devenu chef de l'empire.

Il importoit à la France que la Suède eût des succès : mais il n'étoit pas moins de son intérêt, qu'une nouvelle puissance ne prît pas la place de la maison d'Autriche. Elle parut donc plus réservée, elle paya les subsides avec moins d'exacti-

tude, & Guſtave s'en plaignit plus d'une fois. En effet, trop de circonſpection de la part de la France pouvoit faire échouer le roi de Suède.

Tout changea par la mort de ce conquérant. On devoit craindre alors pour les ſuédois. S'ils ſuccomboient, l'empereur pouvoit ſe venger ſur la France des ſecours qu'elle avoit donnés. C'eſt pourquoi l'alliance fut renouvelée à Hailbron. Louis, à la vérité, ne promettoit qu'un million par an, au lieu de douze cens mille livres : mais il paya plus exactement, & il entretint dans l'électorat de Trèves une armée, qui inquiétoit les impériaux de ce côté-là.

Le cardinal ne vouloit s'engager qu'à propos. Il lui ſuffiſoit, pour affoiblir la maiſon d'Autriche, de ſoutenir les ſuédois & les hollandois. Cependant la France prenoit des forces : il ne s'agiſſoit plus que d'obſerver, & de ſaiſir le moment d'agir.

Un des objets de ce miniſtre étoit de reculer les frontières de la France. Il formoit des projets de conquêtes ſur les Pays-Bas : il penſoit à repouſſer les eſpagnols au-delà des Pyrénées, en leur enlevant le Rouſſillon : & il ſe propoſoit d'acquérir Philisbourg, l'Alſace & toutes les places que les ſuédois avoient ſur le Rhin. Il auroit élevé par-là une barrière contre

l'empire, & il ſe ſeroit ouvert l'Allemagne : poſition d'autant plus avantageuſe, que Pignerol, dont Louis XIII étoit alors maître, donnoit une entrée libre en Italie. D'autant plus avantageuſe, diſons-nous, ſi en effet, il eſt avantageux pour un peuple, que ſon roi puiſſe porter facilement la guerre chez ſes voiſins.

Dès les tems de l'aſſemblée d'Hailbron, le cardinal avoit fait propoſer à Oxenſtiern de mettre les places du Rhin en dépôt entre les mains du roi, ſous prétexte que la Suède n'ayant plus à les garder, pourroit agir ailleurs avec plus de forces. Le chancelier vit où tendoit cette propoſition; & le cardinal

attendit le moment où les ſuédois, plus affoiblis, ſeroient moins difficiles. Il ne vouloit pas les laiſſer tomber : mais en les ſoutenant, il vouloit tout à-la-fois élever la maiſon de Bourbon, & abaiſſer la maiſon d'Autriche. Il s'y prenoit parfaitement bien pour parvenir à ſes vues : mais en louant ſa politique, il faut gémir ſur le ſang qu'elle va faire couler, ſur les malheurs des peuples, ſur l'ambition des ſouverains, & les projets même des grands miniſtres.

Après la bataille de Nordlinguen, il étoit tems que la France donnât de plus grands ſecours à la Suède, & que la Suède cédât davantage à la France. On ſe hâta

de conclure. Les ſuédois remirent Philiſbourg & l'Alſace, pour être occupés par des garniſons françoiſes juſqu'à la paix, & Louis promit de continuer les anciens ſubſides, & d'envoyer une armée en Allemagne.

Jugeant les conquêtes plus faciles dans les Pays-Bas, le cardinal en fit un traité de partage avec les Provinces-Unies, & la guerre fut déclarée à l'Eſpagne. Cette diverſion fut utile aux ſuédois, parce qu'elle ne permit plus à Philippe IV de donner les mêmes ſecours à Ferdinand. Cependant les états-généraux n'entrèrent pas dans toutes les vues de Richelieu : la ſeule idée d'être un jour frontière de la

France, les fit renoncer au projet de conquérir; & ils ne regardèrent l'alliance de cette couronne, que comme un moyen de ſe défendre avec plus de ſuccès contre les eſpagnols. Ils n'agiront donc pas de concert avec la France, puiſqu'ils ont des intérêts contraires. C'eſt une occaſion où le cardinal ſe trompa.

La France étoit alors dans un état aſſez tranquille. Elle s'étoit emparée de la Lorraine en 1639; & peu de tems après, le duc d'Orléans s'étoit réconcilié avec le roi. Il n'étoit donc plus auſſi facile à la cour de Madrid de cauſer des troubles dans le royaume. Cependant on blâmoit le cardinal d'avoir

déclaré la guerre au roi d'Eſpagne, & de l'avoir entrepriſe contre l'empereur, auquel il ne la déclaroit pas encore : on jugeoit qu'il n'étoit pas poſſible de choiſir une conjoncture moins favorable. Lorſque les ſuédois étoient puiſſans, diſoit-on, nous les avons à peine ſecourus ; & nous avons attendu le moment de leur décadence pour nous joindre à eux. Eſt-ce donc ſur la foibleſſe de nos alliés, que nous comptons aſſurer nos ſuccès? Ceux qui faiſoient ce raiſonnement, eurent lieu de s'applaudir : car la Suède s'affoiblit encore. L'électeur de Saxe, qui chanceloit depuis long-tems, ſe déclara contr'elle, & conclut à Prague le 30 mai 1635,

le traité, dont les préliminaires avoient été ſignés à Pirna. Cette défection en entraîna d'autres. Il eſt vrai que les proteſtans ſe ſoulevèrent d'abord contre les articles de cette pacification; parce que, ſans les conſulter, on y décidoit de leurs intérêts, de ceux de leurs alliés, de ceux de la religion & de ceux de l'empire : il n'y eut qu'un cri contre l'électeur de Saxe, qui prenant ſur lui de traiter au nom de tous les confédérés, diſpoſoit des biens eccléſiaſtiques, du Palatinat & des enfans de Frédéric. Enfin on fut offenſé du ton deſpotique de l'empereur, qui parloit de pardonner, de châtier, & d'armer tout l'empire pour chaſſer d'Alle-

magne les ſuédois & les françois. Mais quoique cet acte irrégulier parût un attentat contre la liberté du corps germanique, les proteſtans, découragés, ſe détachèrent de la confédération les uns après les autres, & accédèrent ſucceſſivement à ce traité, qu'on nomma la paix de Prague. Il n'y eut que le landgrave de Heſſe-Caſſel, qui reſta conſtamment attaché à la Suède. Cette puiſſance ſe trouvoit donc affoiblie doublement; puiſque les troupes, dont elle étoit abandonnée, groſſiſſoient les armées de l'empereur.

Comme ceux qui blâmoient le cardinal ne manquoient pas d'exagérer les ſecours que la paix de

Prague paroiſſoit donner à Ferdinand, ils repréſentoient encore la puiſſance de Philippe IV avec de ſemblables exagérations. L'Eſpagne, diſoient-ils, eſt la monarchie la plus floriſſante. Elle poſſède des terres immenſes & des tréſors inépuiſables dans le Nouveau-Monde, & nulle autre domination n'eſt auſſi étendue en Europe. Les Pyrénées, l'Océan & la Méditerranée ne la bornent pas : elle compte parmi ſes provinces le royaume de Naples, le Milanès, la Sicile, la Sardaigne: & maîtreſſe du Rouſſillon, de la Franche-Comté & de la plus grande partie des Pays-Bas, elle preſſe la France de toutes parts, & ſemble à peine lui laiſſer la liberté de

quelques mouvemens. Voilà donc les ennemis que nous allons combattre ; & nous avons pour alliés, d'un côté, les ſuédois, défaits à Nordlinguen & abandonnés des proteſtans ; & de l'autre, une république épuiſée par une longue guerre, & qui ne s'eſt défendue juſqu'ici qu'avec les ſecours de nos ſubſides. Cependant nous ſentons encore les plaies que les guerres civiles nous ont faites : l'héréſie, qui a cauſé nos troubles, n'eſt pas éteinte : & les factions continuent à diviſer la cour.

Philippe & Ferdinand penſoient comme les cenſeurs de Richelieu. La guerre avec la France ne leur offroit que de nouveaux triom-

phes. Ils faiſoient avec confiance les derniers efforts pour accabler à la fois tous leurs ennemis; & ils s'attendoient à voir arriver le moment, où ils les réduiroient à demander la paix à telles conditions qu'ils voudroient impoſer.

Cependant, à conſidérer les choſes de plus près, les avantages devoient être pour la France. Ce royaume, il eſt vrai, n'étoit pas auſſi floriſſant qu'à la mort de Henri IV : mais, depuis le miniſtère du cardinal, l'autorité étoit reſpectée; & ſi l'eſprit de faction ſubſiſtoit encore, il ne pouvoit plus cauſer de grands troubles. La France commençoit à ſe rétablir, peu par rapport à elle-même, mais

beaucoup par rapport aux autres puiſſances qui s'affoibliſſoient continuellement. Si nous conſidérons l'état où nous avons vu l'Eſpagne en 1629, & les guerres diſpendieuſes qu'elle a ſoutenues depuis cette époque, nous ne jugerons pas de ſa puiſſance par le nombre de ſes provinces, ni par les tréſors de l'Amérique.

Quant à l'Allemagne, elle eſt épuiſée, & les forces de l'empereur ne ſe ſont pas accrues, comme le nombre de ſes alliés. Il ne faut pas craindre que les princes, qui n'ont cédé qu'à la néceſſité, combattent pour lui, comme ils combattoient pour les ſuédois; ils craindroient de ſe donner un maître, & aupa-

ravant ils défendoient leur liberté. Cette ligue n'eſt donc pas ce qu'elle paroît : elle eſt peut-être moins forte, depuis qu'elle eſt compoſée de proteſtans & de catholiques ; car les membres agiront avec des intérêts contraires.

La force d'un état eſt, ſur-tout, dans ceux qui le gouvernent : point de vue ſous lequel il nous reſte à conſidérer les puiſſances belligérantes.

Philippe IV, qui n'étoit rien par lui-même, abandonnoit toute l'autorité au comte-duc d'Olivarez, homme plein de confiance & dépourvu de talens. Ferdinand II avoit de grandes qualités, mais il étoit peu propre à faire un ſeul

corps de toutes les puiſſances dont il croyoit devoir diſpoſer : ſon ambition, qu'il ne cachoit pas, faiſoit redouter ſon deſpotiſme aux catholiques mêmes.

La France, au contraire, étoit gouvernée par Richelieu, & Louïs XIII avoit aſſez de fermeté pour ſoutenir un miniſtre, dont il ſentoit le beſoin. Oxenſtiern dirigeoit les affaires des ſuédois en Allemagne; & les Provinces-Unies avoient un grand homme dans Frédéric-Henri, qui avoit ſuccédé à Maurice ſon frère en 1626. Ces trois puiſſances peuvent donc compter ſur des ſuccès; autant du moins que la prudence humaine, qui ne prévoit pas tout, permet de juger de

l'avenir. Mais parce qu'elles ſe trouvent affoiblies par des troubles antérieurs, les progrès ſeront lents, & la guerre ſera longue.

Cependant la trève, que Guſtave avoit faite avec la Pologne, alloit expirer; & la Suède, menacée d'un nouvel ennemi, ſe voyoit dans la néceſſité d'abandonner l'Allemagne. Dans cette conjoncture, la nouvelle confédération auroit été rompue auſſitôt que formée, & tout le poids de la guerre ſeroit retombé ſur la France. On eût été fondé à taxer d'imprudence la conduite de Richelieu : il ſut prévenir ce contretems. Il s'agiſſoit de ménager une continuation de trève entre la Suède & la Pologne : négociation

d'autant plus difficile, que les polonois, qui avoient bien des raiſons pour prendre les armes, y étoient vivement ſollicités par le pape & par l'empereur, qui leur faiſoient les offres les plus ſpécieuſes. Mais Oxenſtiern, ſoutenu par l'habileté du comte d'Avaux, miniſtre de France, ſurmonta toutes les difficultés, & la trève fut conclue pour vingt-ſix ans. La confédération reſta donc dans toute ſa force : cependant les ſuccès ne répondirent pas d'abord aux eſpérances qu'elle paroiſſoit donner : car les deux premières campagnes furent malheureuſes, ſur-tout pour la France.

Le cardinal avoit fait les plus

grands préparatifs. Pendant qu'il ſe tenoit ſur la défenſive du côté des Pyrénées, & que deux flottes croiſoient ſur les deux mers, une armée, commandée par les maréchaux de Châtillon & de Brezé, marchoit dans les Pays-Bas. Deux autres paſſoient les Alpes : l'une, ſous le maréchal de Créqui, portoit la guerre dans le Milanès; & l'autre, ſous le duc de Rohan, la portoit dans la Valteline, afin d'empêcher la communication de l'Allemagne avec l'Italie. Enfin le cardinal de la Valette, fils du duc d'Epernon, en conduiſoit une quatrième ſur les bords du Rhin. Alors les impériaux s'étoient rendus maîtres de Philiſbourg, & les eſpagnols

avoient ſurpris Trèves, & emmené l'électeur priſonnier. Comme cet électorat qui avoit accepté la neutralité, étoit ſous la protection de la France, cet acte d'hoſtilité fut le prétexte qu'elle prit pour déclarer à l'Eſpagne la guerre qu'elle avoit déjà réſolue.

Dans les Pays-Bas, les françois commencèrent la campagne par la victoire d'Alvein. Ayant enſuite réuni leurs forces à celles des états-généraux, les deux armées, qui faiſoient plus de cinquante mille hommes, paroiſſoient pouvoir ſe promettre les plus grands ſuccès. Elles mirent le ſiège devant Louvain. Mais bientôt le prince d'Orange fut obligé de ſe retirer, pour

aller reprendre le fort de Skench, que les eſpagnols avoient ſurpris; & les françois en proie à la famine & aux maladies, furent réduits en ſi petit nombre, qu'ils n'osèrent revenir par terre. Après s'être embarqués dans un port de Hollande, ils débarquèrent à Calais, d'où ils revinrent en demandant l'aumône.

Le cardinal de la Valette & le duc Bernard, s'étant réunis, firent lever le ſiège des Deux-Ponts & celui de Mayence, paſsèrent le Rhin, s'avancèrent juſqu'à Francfort, & parurent maîtres de la campagne. Gallas, qui ne vouloit pas haſarder une bataille, leur coupa les vivres pour les forcer à

ſe retirer. Harcelés dans leur retraite par ce général habile, qui ſe campoit toujours avantageuſement, ils furent réduits à une diſette, qui faiſoit périr l'armée ſans combattre. Ils n'eurent plus d'autres reſſources pour échapper à la faim & à l'ennemi, que de laiſſer tout ce qui retardoit leur marche. Ils brûlèrent donc leurs équipages, & enterrèrent leur canon. Cette réſolution ſauva l'armée. Après treize jours d'une marche forcée, ſans vivres & ſans bagages, elle arriva en lieu de sûreté, avec la gloire d'avoir battu deux fois la cavalerie ennemie, qui la pourſuivoit. Cette retraite fit honneur au duc Bernard. Les françois en furent pour les

frais de cette expédition ; & les impériaux prirent Franckendal & Mayence.

Le maréchal de Créqui, ſoutenu du duc de Savoie & du duc de Parme, alors alliés de la France, ne réuſſit pas mieux en Italie, parce que la méſintelligence des chefs nuiſit à toutes les opérations.

Enfin le duc de Rohan eut ſeul des ſuccès. Avec un petit corps de troupes, il ſe maintint dans la Valteline, & fit face tout à-la-fois aux armées qu'on envoyoit contre lui d'Italie & d'Allemagne. Cette ſeule campagne le fit regarder comme un des plus grands capitaines de ſon ſiècle.

Les eſpagnols ſe rendirent maî-

tres

tres des îles de Sainte-Marguerite & de S. Honorat, & firent une deſcente en Provence, d'où ils furent repouſſés. Mais ayant conſervé ces deux îles, ils fermoient preſque la Méditerranée aux françois.

Le pape Urbain VIII, qui preſſoit la France de ſe réconcilier avec la maiſon d'Autriche, offrit ſa médiation, & nomma Cologne pour le lieu du congrès. Philippe & Ferdinand ſe hâtèrent d'y envoyer leurs plénipotentiaires, afin de faire voir que ſi la paix ne ſe faiſoit pas, c'étoit uniquement la faute de la France. Voyant que les peuples étoient las de la guerre, ils mettoient toute leur politique

à perſuader qu'il ne tenoit pas à eux de la faire ceſſer : la Hollande cependant & la Suède ne vouloient ni de la médiation du pape, ni de la ville de Cologne, qui étoit ennemie déclarée des proteſtans. En acceptant l'une & l'autre, Louis XIII ſe fût donc ſéparé de ſes alliés, & les eût mis dans la néceſſité de traiter auſſi ſéparément. C'eſt ce que demandoit la maiſon d'Autriche, bien aſſurée qu'elle négocieroit avec plus d'avantages, ſi elle réuſſiſſoit à diviſer ſes ennemis. Auſſi l'empereur eſſayoit-il de détacher la Suède de la France, tandis que le roi d'Eſpagne faiſoit dans la même vue des tentatives auprès des états-généraux. On

voit qu'ils avoient le même principe que Henri IV : mais il falloit ſavoir employer les mêmes moyens, & avoir comme lui la réputation de traiter de bonne foi. Cette politique ne leur réuſſira pas, parce que les hollandois & les ſuédois ont une méfiance dont Richelieu ſaura profiter.

Ce miniſtre ne montroit pas d'éloignement pour la paix. Il paroiſſoit la deſirer : mais il vouloit qu'elle ſe fît par un traité général. Tous ſes efforts tendoient à faire adopter ce plan aux alliés de la France. Aſſuré des états-généraux, il ne l'étoit pas de même de la Suède. Cette couronne, craignant que les françois ne devinſſent trop

puiſſans dans l'empire, négocioit ſecrettement avec l'empereur, & ſongeoit à faire la paix, ſi elle y trouvoit ſon avantage; ou à s'unir plus étroitement avec la France, ſi la négociation ne réuſſiſſoit pas. Elle étoit donc incertaine ſur le parti qu'elle devoit prendre. Quelquefois elle ſe flattoit de la paix, parce qu'elle la deſiroit, & bientôt elle ne trouvoit pas de sûreté à traiter ſéparément avec la maiſon d'Autriche. Cette incertitude la conduiſit juſqu'à l'ouverture de la campagne, & la guerre recommença en Allemagne, en Italie & en France.

A la fin de l'année précédente, Louis XIII voulant s'attacher le

duc Bernard, qui ſe plaignoit des ſuédois, & qui auroit pu ſe joindre à l'empire, lui avoit cédé l'Alſace, & s'étoit engagé par un traité à lui payer une penſion de quinze cens mille livres, & quatre millions par an pour l'entretien d'une armée de dix-huit mille hommes. C'étoit un moyen de plus de faire la guerre à Ferdinand, à qui on ne l'avoit pas encore déclarée.

Le cardinal, croyant pouvoir ſe rendre facilement maître de la Franche-Comté, voulut que l'armée, deſtinée pour l'Italie, prît Dôle en paſſant. Il ne comptoit pas que cette place tînt plus de huit jours; & il n'avoit fait des proviſions que pour quinze, le mauvais

état des finances n'ayant pas permis de faire des dépenſes ſuperflues. Cette entrepriſe échoua, parce que les comtois, qui en avoient eu quelque ſoupçon, ſe préparèrent à une vigoureuſe réſiſtance; pendant que d'un autre côté les ennemis ſe diſpoſoient à pénétrer dans le royaume. Le prince de Condé aſſiégeoit Dôle depuis quinze jours, & la poudre commençoit à lui manquer, lorſqu'il fallut lever le ſiège, pour voler à la défenſe de Paris.

Les eſpagnols, ſous les ordres du prince Thomas de Savoie, de Jean de Werth & de Picolomini, avoient fait une irruption en Picardie; c'eſt-à-dire, dans une province, dont les places, n'ayant que des gou-

verneurs ſans expérience, étoient encore dépourvues de troupes & de munitions. On peut conjecturer qu'elles étoient ſi dégarnies, moins par l'imprudence du cardinal, que par l'impuiſſance où il étoit de faire mieux. Quoi qu'il en ſoit, les ennemis prirent la Capelle, le Catelet, paſsèrent la Somme, enlevèrent Roye, enſuite Corbie, & firent des courſes juſqu'à Pontoiſe. Dans le même tems, Gallas entroit dans la Bourgogne.

L'alarme étoit dans la capitale. Une partie des habitans fuyoit, pour ſe réfugier dans les provinces; l'autre partie s'agitoit en tumulte & au haſard, & tous maudiſſoient le cardinal. On s'attendoit à un

ſoulèvement contre lui, s'il oſoit y paroître. Il y vint. Sa fermeté le fit reſpecter, ſa préſence raſſura le peuple : il fit travailler aux fortifications : il appela toute la nobleſſe du royaume ; il arma les bourgeois, qui oubliant leur mécontentement & leur terreur, s'ornèrent de plumes & de rubans, & le roi s'avança juſqu'à Compiègne à la tête d'une armée de cinquante mille hommes. Les ennemis ſe retirèrent, & on reprit Roye & Corbie.

S. Jean de-Lône, petite place mal fortifiée, arrêta Gallas, qui comptoit venir à Paris partager le pillage de cette capitale avec les eſpagnols. Une tempête furieuſe, ſuivie du débordement de la Saône,

le força de lever le ſiège, en abandonnant ſon artillerie & une partie de ſes bagages. Quantité de ſoldats ſe noyèrent dans les chemins : quantité furent aſſommés par les payſans : l'arrière-garde fut défaite par le comte de Rantzau : de trente mille hommes qu'étoit compoſée ſon armée, il en ramena douze mille aux environs de Beſançon ; & le duc Bernard le repouſſa au-delà du Rhin. Pendant ce tems-là, l'empereur faiſoit de grandes pertes en Allemagne, & le parti des ſuédois ſe relevoit. Leurs armes reprirent leur premier éclat par une victoire célèbre, que Banier, leur général, remporta dans la haute-Saxe à Wiſtock.

L'empereur mourut au mois de février de l'année ſuivante, & laiſſa l'empire à Ferdinand, ſon fils, qui avoit été élu roi des romains quelques mois auparavant. Cependant l'électeur Palatin & l'électeur de Trèves proteſtoient contre une élection, à laquelle ils n'avoient pas été appelés, & qui étoit encore irrégulière pour pluſieurs autres raiſons. C'eſt pourquoi la France refuſa de reconnoître Ferdinand III.

L'hiver fut encore un tems de négociation. Mais la Suède montroit toujours la même incertitude, & la France qui ne vouloit s'engager que de concert avec ſes alliés, prenoit ſes meſures afin qu'ils ne concluſſent rien ſans elle. Alors

la principale difficulté étoit de choiſir pour le congrès, un lieu qui convînt également à toutes les puiſſances; & cette difficulté faiſoit preſque une néceſſité de traiter ſéparément. La maiſon d'Autriche, qui s'en prévaloit, ne ceſſoit de ſolliciter la France d'envoyer des plénipotentiaires à Cologne.

Se refuſer à ces ſollicitations, c'étoit s'expoſer aux reproches de toute l'Europe qui demandoit la paix : y céder, c'étoit donner dans un piège ; puiſque la France, en traitant ſans ſes alliés, les eût invités à traiter ſans elle, à quoi la Suède ne paroiſſoit que trop portée. Il importoit donc tout-à-la-fois à Louis XIII de paroître

vouloir la paix, & néanmoins de ne pas faire partir ſes plénipotentiaires. Cette poſition étoit aſſez embarraſſante.

Dès le mois de mars de l'année précédente 1636, le marquis de S. Chaumont & le chancelier Oxenſtiern avoient fait un traité, par lequel les deux couronnes s'engageoient à ne traiter que conjointement; & parce que la ville propoſée n'agréoit pas à la Suède, on lui offroit d'en choiſir une autre, où ſes plénipotentiaires agiroient de concert avec ceux que la France enverroit à Cologne. Mais comme l'empereur faiſoit eſpérer de meilleures conditions aux ſuédois, s'ils traitoient ſéparément, la régence

du

du royaume n'avoit pas encore ratifié le traité ; & ce retardement qui empêchoit Louis XIII de prendre un parti, lui faiſoit chercher des prétextes pour gagner du tems. Néanmoins comme il importoit de feindre au moins de l'empreſſement pour la paix, le cardinal fit demander des ſauf-conduits pour les plénipotentiaires de France, de Suède, des états d'Allemagne & des Provinces-Unies.

Tout paroiſſoit donc d'accord entre les principales puiſſances ; puiſque, ſi la cour de Vienne invitoit les plénipotentiaires à ſe rendre à Cologne, la cour de Paris y conſentoit, & n'attendoit plus que les ſauf-conduits. Le public,

qui juge toujours ſur les apparences, crut toucher au moment de la paix. Il ſemble en effet que l'épuiſement général, où ſe trouvoit l'Europe, ne permettoit pas de douter que ces premières démarches ne fuſſent ſincères. Les reſſources commençoient à manquer en France, où il y en avoit plus que par-tout ailleurs: on avoit créé de nouveaux offices ; on avoit fait de l'argent par toutes ſortes de moyens, & cependant les troupes étoient mal payées. Comment donc continuer la guerre, ſur-tout dans la néceſſité où étoit Louis XIII de donner des ſubſides à ſes alliés ?

Mais, ſi chaque puiſſance connoiſſoit ſa foibleſſe, elle s'exagé-

roit celle de ſes ennemis ; & parce qu'aucune n'avoit alors des avantages aſſez marqués pour ſe promettre des conditions avantageuſes, aucune auſſi ne vouloit ſincérement la paix. Richelieu, qui n'ignoroit pas le peu de ſincérité des avances de la cour de Vienne, prévoyoit ſans doute qu'elle n'accorderoit pas les ſauf-conduits, ſans faire quelques difficultés ; & au pis-aller, il étoit toujours le maître d'en faire lui-même ſur la forme qu'il conviendroit de donner à ces actes.

La choſe arriva, comme il l'avoit prévu. Le roi d'Eſpagne, qui offroit un ſauf-conduit aux ſuédois, refuſoit d'en donner aux hollandois ; l'empereur, au contraire, en offroit

aux hollandois, & en refuſoit aux ſuédois, & ſur-tout, aux alliés que la France avoit en Allemagne. Il n'étoit donc plus poſſible de réunir les plénipotentiaires de toutes les puiſſances belligérantes, & c'étoit une néceſſité de traiter ſéparément, ou de renoncer à la paix.

Richelieu fut charmé de ce refus, ſoit parce qu'il lui permettoit d'attendre la ratification du traité avec la Suède, ſoit parce qu'il faiſoit retomber ſur la maiſon d'Autriche les reproches qu'elle faiſoit à la France de mettre obſtacle à la paix. Il s'en prévalut d'autant plus que les motifs de Ferdinand & de Philippe n'étoient que des prétextes frivoles. Il les réfuta ſolidement,

bien assuré qu'il ne persuaderoit ni à l'un ni à l'autre de donner des sauf-conduits, tels qu'on les demandoit. Ces difficultés durèrent plusieurs années. Dans l'espérance de suspendre au moins les hostilités, le pape proposa une trève, en attendant qu'on terminât ces contestations : les conditions de cette trève ne furent pas plus faciles que celles d'une paix, & la guerre continua.

Cette campagne fut heureuse pour la France. Elle fit des conquêtes dans les Pays-Bas, enleva quelques places dans la Franche-Comté, reprit les îles de Sainte-Marguerite & de S. Honorat, défit les espagnols en Languedoc, &

les chaſſa de cette province, où ils avoient porté leurs armes. Mais elle perdit la Valteline, parce que le cardinal ceſſa de payer aux griſons les ſubſides qui leur avoient été promis ; & cependant il n'étoit pas poſſible au duc de Rohan de s'y maintenir ſans leur ſecours.

Les eſpagnols perdirent Bréda, qu'ils avoient enlevé au prince Maurice : ils ſe dédommagèrent par la priſe de Ruremonde & de Venlo. Banier, forcé de lever le ſiège de Leipſick, fit à la vue de plus de quarante mille impériaux, une retraite admirable, n'ayant que quatorze mille hommes.

Le duc Bernard ne ſe ſignala pas cette année : il commença même

l'année ſuivante par être défait, ou du moins par une action où les impériaux eurent quelque avantage : mais enſuite il les vainquit huit fois. Il ſe rendit maître des villes foreſtières dans la Souabe, & de Briſach, qui aſſuroit la poſſeſſion de l'Alſace, & qui donnoit un paſſage ſur le Rhin. Ce que la ſeconde victoire eut de ſingulier, c'eſt qu'il fit priſonniers, non-ſeulement un grand nombre d'officiers de marque, mais encore quatre généraux, du nombre deſquels étoit le fameux Jean de Werth. Tant de ſuccès étoient néceſſaires : car par-tout ailleurs, les ennemis de la maiſon d'Autriche échouèrent dans leurs entrepriſes.

Au mois de mars de cette année, le comte d'Avaux, miniſtre de France, & Adler Salvius, miniſtre de Suède, conclurent à Hambourg une nouvelle alliance par laquelle les deux couronnes s'engagèrent à ne traiter avec l'empereur que d'un commun conſentement; & on prit toutes les meſures néceſſaires pour maintenir cette union, ſoit que les deux puiſſances traitaſſent avec la maiſon d'Autriche dans un même lieu, ſoit comme on le préſumoit, qu'elles duſſent traiter dans des lieux différens.

Voilà ce que le cardinal deſiroit depuis long-tems : mais les ſuédois, qui comptoient obtenir ſéparément des conditions avantageuſes, amu-

ſoient la France, pendant qu'ils négocioient ſecrettement avec la cour de Vienne. Ils trompoient, & ils étoient trompés : car l'empereur, qui les amuſoit auſſi par des propoſitions frivoles, raſſembloit toutes ſes forces ; & ils auroient été chaſſés d'Allemagne, ſi Banier eût été moins habile. Cependant en agiſſant plus ſincérement avec eux, la maiſon d'Autriche les eût détachés de leurs alliés. Elle devoit leur accorder quelque avantage, afin de pouvoir tourner toutes ſes forces contre la France & la Hollande : elle devoit, en un mot, ſavoir perdre d'un côté, pour ne pas ſe mettre au haſard de perdre des deux. C'eſt une politique qu'elle

ne connoiſſoit pas. Si elle a ſenti le beſoin de diviſer ſes ennemis, elle en a ſi peu connu les moyens, qu'elle paroît n'avoir négocié, que pour les unir davantage. Les ſuédois, après avoir été trompés pendant deux ans, ouvrirent enfin les yeux; & ne pouvant plus compter ſur les promeſſes de la cour de Vienne, ils s'unirent ſincérement avec la France. Pour contraindre l'empereur à une paix générale, ces deux puiſſances réſolurent de porter leurs armes dans les états héréditaires; & la France déclara nommément la guerre à Ferdinand, formalité ſuperflue que la Suède exigea.

Charles I, roi d'Angleterre, vou-

lut prendre part aux grands intérêts qui remuoient l'Europe, & les deux partis parurent d'abord rechercher ſon alliance à l'envi. Son objet étoit de rétablir l'électeur Palatin. Sans argent, ſans troupes, ſans autorité dans ſes états, & menacé d'une guerre civile, il ſe flatta de réuſſir par la voie des négociations. Il recherchoit à la fois toutes les puiſſances, la France, l'Eſpagne, la cour de Vienne, la Suède, le Danemarck & les états-généraux. Par cette conduite, il ne gagna la confiance d'aucune, il fit ſeulement connoître toute ſon impuiſſance. On le mépriſa, & le cardinal de Richelieu, qui vouloit l'éloigner tout-à-fait des affaires

d'Allemagne, fomenta ſecrettement les troubles qui commençoient en Ecoſſe.

Dans le même tems, Ragotski, prince de Tranſilvanie, offrit de s'unir avec les deux couronnes. Cette alliance leur étoit avantageuſe par la diverſion que ce prince pouvoit faire dans la Hongrie. Mais elles vouloient que les états-généraux entraſſent dans le traité, & payaſſent une partie des ſubſides. Richelieu le deſiroit ſur-tout, parce que la Hollande, par une pareille démarche, auroit rompu la neutralité qu'elle obſervoit avec l'empereur; & qu'en s'uniſſant par un traité à la France & à la Suède, elle auroit ſervi de lien à ces deux

puiſſances. Cette république ſe refuſa à toutes les ſollicitations, parce qu'elle n'avoit beſoin ni de déclarer la guerre à Ferdinand, ni de payer des ſubſides au prince de Tranſilvanie. Cette négociation demeura donc ſans effet. On fut plus heureux dans une autre négociation : car les ducs de Brunſwick & de Lunebourg avec les états de la baſſe-Saxe, qui avoient tous accédé à la paix de Prague, prirent le parti de la neutralité, malgré les menaces de l'empereur.

La perte de ces alliés inquiéta moins Ferdinand, que la nouvelle alliance entre la France & la Suède. Comme il avoit tout tenté pour la faire échouer, il tenta tout pour

la rompre : ſes miniſtres firent des propoſitions ſéduiſantes aux ſuédois : ils eſſayèrent de leur donner de la méfiance, en répandant que Louis XIII négocioit en ſecret pour traiter ſéparément : & ils leur reprochèrent d'avoir mis un obſtacle à la paix, au moment que l'empereur étoit prêt à les ſatisfaire. Tous ces artifices furent inutiles.

Cependant les miniſtres, qui étoient à Hambourg, travailloient aux préliminaires d'un traité de paix. Leur objet étoit de nommer le lieu où il s'ouvriroit, & de convenir de la forme des ſauf-conduits. Ce dernier article ſuffiſoit ſeul pour ſuſpendre un événement que toute l'Europe attendoit avec impatience.

La maiſon d'Autriche continuoit de faire des difficultés, & le cardinal, qui les combattoit, eût été fâché qu'elle ne les eût pas faites, car aucun des deux partis ne vouloit encore ſincérement la paix. Si l'un ſe relâchoit ſur quelque point, l'autre en devenoit plus difficile. Ils ne ſongeoient qu'à ſe reprocher mutuellement leur obſtination, & à rejetter l'un ſur l'autre la continuation de la guerre. Mais la France ſe conduiſit avec plus d'adreſſe : elle fit des propoſitions ſi raiſonnables, que le pape, le roi de Pologne, la république de Veniſe & le grand-duc de Toſcane joignirent leurs inſtances, pour engager la maiſon d'Autriche à les accepter.

Ce fut inutilement. On ne ſe prêta pas davantage à une nouvelle trève, que le pape propoſa. Ferdinand & Philippe la refusèrent abſolument. Le cardinal y conſentoit, parce qu'elle le rendoit preſque auſſi néceſſaire que la guerre; & que, par conſéquent, elle le défendoit contre les intrigues d'une cour, où l'on travailloit continuellement à le perdre. Il étoit d'ailleurs preſſé par les beſoins de l'état, par les murmures du peuple & par les cris du clergé. Enfin il y trouvoit un avantage pour la France, parce que pendant la trève, le roi auroit joui de la Lorraine, de l'Alſace & de toutes les places conquiſes.

Pendant ces négociations, la

guerre continuoit. La France avoit ſix armées ſur pied. Celle du marquis de Feuquières, qui faiſoit le ſiège de Thionville, fut entièrement défaite par Picolomini. D'ailleurs le roi eut des ſuccès dans les Pays-Bas & en Italie. Banier reprit la Poméranie, ravagea la Miſnie, conquit une partie de la Bohême, & porta ſes armes dans la Siléſie, battant par-tout les ſaxons & les impériaux. Une grande flotte eſpagnole fut défaite dans la Manche par Martin Tromp, célèbre amiral hollandois. Une partie ſe réfugia dans les ports d'Angleterre, une autre échoua ſur les côtes de France, & le reſte fut pris, brûlé, ou coulé à fond. Le comte-duc d'O-

livarez l'avoit équipée, comptant porter la guerre dans la Suède, & s'emparer de tout le commerce des mers du Nord.

La mort du duc Bernard donna lieu à une négociation, qui valut à la France des victoires & des conquêtes : car elle traita avec les troupes, qui entrèrent à ſon ſervice, & qui lui remirent toutes les places. Elle eut cependant pour concurrens les ducs de Bavière, de Lawembourg & de Lunebourg ; le duc de Saxe, frère de Bernard, le prince Palatin & l'empereur : mais elle étoit ſeule en état d'acheter.

La campagne ſuivante fut plus heureuſe pour la France, qu'aucune

autre n'avoit encore été. Le duc d'Harcourt fit des prodiges en Italie, pendant qu'Arras, ville imprenable & ſecourue par des armées, auxquelles il falloit continuellement livrer des combats, ſuccomboit ſous les efforts des maréchaux de Châtillon, de Chaulnes & de la Meilleraie. Le premier de ces généraux étoit un élève de Maurice & de Frédéric-Henri. En Allemagne, les armées furent toujours en mouvement. Cependant il ne ſe fit rien de conſidérable de part ni d'autre, & les ſuédois ſe maintinrent dans les provinces, où ils avoient pénétré l'année précédente. Enfin le roi d'Eſpagne, qui s'affoibliſſoit par les troubles qu'il entretenoit

au-dehors de ſon royaume, s'affoiblit encore par ceux qu'il fit naître au-dedans.

Le comte-duc d'Olivarez gouvernoit l'Eſpagne en deſpote qui penſe que l'autorité du ſouverain croît à proportion de la foibleſſe des provinces, jugeant que la misère rend les peuples impuiſſans, & que l'impuiſſance les ſoumet. Comme il n'étoit pas l'auteur de ces grands principes, il n'eſt pas non plus le ſeul qui les ait ſuivis. On voit encore des reſtes de cette cruelle politique dans pluſieurs états de l'Europe. Si on a dit ſi ſouvent, *diviſez & commandez*; il ſemble qu'on ait dit auſſi, *exterminez, faites des déſerts, & commandez.*

Les catalans avoient porté plusieurs fois leurs plaintes à la cour: c'étoit se plaindre à l'auteur des maux qu'ils souffroient impatiemment. D'Olivarez les opprima davantage. Il leur retrancha leurs privileges : il envoya chez eux des troupes : le pays fut livré à la licence des soldats : on ne vit que meurtres, que violences, que sacrileges : & on eut dit que l'impunité avoit été assurée à qui commettroit ces horreurs.

L'évêque de Gironne excommunia les ministres de la politique d'Olivarez : ce fut le signal de la révolte. Barcelone se souleva la première : toutes les autres villes suivirent cet exemple : les soldats

caſtillans furent aſſommés, & ce qui put échapper ſe retira dans le Rouſſillon.

Peu après, le Portugal fut le théâtre d'une autre révolution. Philippe II, après avoir uſurpé ce royaume ſur la maiſon de Bragance en 1580, tenta d'y aſſurer ſon autorité par la douceur de ſon gouvernement. Comme il connoiſſoit la haine des portugais pour les caſtillans, il ſentit la neceſſité de les ménager; & cette conduite lui réuſſit. Ses ſucceſſeurs, qui paroiſſoient l'avoir pris pour modèle en tout, ne l'imitèrent pas dans la ſeule choſe où il étoit à imiter. Ils virent avec jalouſie que les privileges de la nation mettoient des

bornes à leur puiſſance. Ils entreprirent de les abolir, & afin d'écarter tout obſtacle, ils imaginèrent d'épuiſer peu-à-peu le royaume d'hommes & d'argent, c'eſt-à-dire, d'exterminer pour commander. D'Olivarez, qui connoiſſoit tous les reſſorts uſés de la politique, adopta ce projet, & ſe flatta d'en rendre encore l'exécution plus facile, en ſemant la diviſion parmi les grands. Un plan, ſi bien conçu, produiſit l'effet qu'on en devoit attendre. En 1640, les portugais ſe ſoulevèrent, & mirent le duc de Bragance ſur le trône. Cette conjuration, méditée depuis long-tems, fut conduite avec tant d'art & de ſecret, qu'en huit jours tous les caſtillans furent

chaſſés du Portugal, & cependant on ne fit périr que deux ou trois perſonnes. Le nouveau roi, nommé Jean IV, envoya des ambaſſadeurs en France, en Angleterre, en Hollande, en Suède, & s'allia l'année ſuivante avec toutes ces puiſſances, qui avoient un intérêt ſenſible à le ſoutenir. Le 23 janvier de la même année, les catalans s'étoient donnés à Louis XIII. Jean ne pouvoit donc pas déſirer des circonſtances plus favorables, puiſque les ennemis de la maiſon d'Autriche en occupoient alors toutes les forces dans les Pays-Bas, en Allemagne, en Italie & en Catalogne. Ce fut un royaume perdu pour la monarchie d'Eſpagne.

Tels

Tels ont été les principaux événemens de la guerre pendant l'année 1640, lorſque l'on continuoit de négocier à Hambourg. Le tems marqué pour la durée du dernier traité entre la France & la Suède, devoit expirer le 15 mars 1641. Une alliance qu'il falloit renouveler ſi ſouvent, laiſſoit toujours aux impériaux l'eſpérance de diviſer les alliés, & c'étoit chaque fois les mêmes difficultés à vaincre. Il eut été plus avantageux de n'y mettre d'autre terme que la paix générale : car alors, ſans craindre d'être abandonnée de la Suède, la France pouvoit prolonger les négociations avec la maiſon d'Autriche,

juſqu'à ce qu'elle eût obtenu tout ce qu'elle ſouhaitoit.

Les inſtructions, envoyées au comte d'Avaux, furent faites dans cet eſprit. Mais de peur que les ſuédois ne ſe prévaluſſent de l'empreſſement de Louis XIII, ce miniſtre avoit ordre de paroître indifférent à renouveler le dernier traité ; & néanmoins on vouloit qu'il fît les premières avances, parce qu'on étoit preſſé de ſe raſſurer de ce côté-là. Il falloit négocier de manière que la Suède n'eût pas occaſion d'inſiſter de nouvelles demandes, ou que du moins la France pût s'y refuſer, ſans nuire au projet de prolonger l'al-

liance juſqu'à la paix générale.

Le comte d'Avaux devoit donc être empreſſé, ſans le paroître. Salvius avoit un rôle plus facile à jouer. La régence de Suède lui recommandoit de traîner la négociation, afin que ſe faiſant rechercher pendant l'intervalle par la cour de France & par la cour de Vienne, il les mît dans la néceſſité d'offrir à l'envi de meilleures conditions, & qu'on pût ſe décider pour celle des deux, qui feroit des offres plus avantageuſes. Il avoit ordre d'obliger la France à porter les armes dans la Souabe, la Bavière & l'Autriche; de ſe plaindre qu'elle ne l'eût pas encore fait, quoiqu'elle l'eût promis; d'exiger

de plus grands ſubſides, parce que la guerre devenoit tous les jours plus diſpendieuſe dans des pays ruinés, qui ne pouvoient plus payer les mêmes contributions; de demander une ſatisfaction au ſujet des conquêtes & des troupes du duc Bernard, que la France s'étoit appropriées, ſans aucun égard pour les intérêts de la Suède; d'obtenir d'elle qu'elle déclareroit, ſous le ſecret, les demandes qu'elle ſe propoſoit de faire dans le traité de la paix générale; enfin de lui faire promettre qu'elle ne feroit aucune trève ni avec l'empereur, ni avec le roi d'Eſpagne, ſoit en Italie, ſoit en Flandre, ainſi qu'en Allemagne.

La Suède vouloit donc faire la loi. Quoiqu'elle eût dans le fond le même intérêt que la France à renouveler le traité, elle exigeoit de nouvelles conditions; & cependant elle ne prétendoit s'engager à rien de plus qu'à ce qu'elle avoit fait jusqu'alors. Elle étoit jalouse de la supériorité que prenoient les françois, & elle songeoit à trouver de nouveaux dédommagemens dans une guerre qui l'épuisoit; ou à faire une paix particulière, si l'empereur lui offroit des avantages solides.

Telles étoient les dispositions de la Suède. Si la cour de Vienne en eût su profiter, elle ent divisé ses ennemis. Elle faisoit des pro-

poſitions dans cette vue, elle les renouveloit ſans ceſſe : mais ſes négociations échouoient toujours, par le peu de sûreté que la Suède trouvoit à traiter ſéparément. Ne pouvant compter ſur la foi d'un traité particulier, les ſuédois avoient beſoin de la garantie de la France & de celle des états proteſtans d'Allemagne ; ce qu'ils ne pouvoient obtenir que par un traité général. Ils le reconnoiſſoient eux-mêmes. Cependant ils étoient toujours prêts à écouter les propoſitions de la maiſon d'Autriche, dont tout l'artifice conſiſtoit à leur donner de l'inquiétude, en leur perſuadant que la France les trahiſſoit. Ce ſont-là les cauſes

qui ſuſpendoient la négociation dont étoient chargés Salvius & le comte d'Avaux.

Pendant que ces choſes ſe paſſoient à Hambourg, tout parut promettre la paix à l'Europe : on eut dit qu'elle alloit ſe faire, ſi on en eût jugé par les apparences. Il ſembloit que Ferdinand ne pût plus s'y refuſer : car dans tout l'empire, les princes & les états la demandoient avec des cris redoublés. Forcé à céder, il avoit conſenti à réformer les ſauf-conduits, qui étoient le plus grand obſtacle aux négociations ; & il avoit convoqué une diète générale à Ratisbonne, afin d'y délibérer ſur les moyens de mettre fin à la guerre.

Par cette conduite, il ſongeoit moins à faire la paix, qu'à rendre la France ſeule coupable des troubles de l'Europe; & il ſe flattoit de ſoulever tous les peuples contr'elle.

A ces artifices le cardinal en oppoſoit de ſemblables. On louoit des maiſons à Cologne pour les plénipotentiaires; leurs équipages ſe préparoient à Paris; on marquoit le jour de leur départ; enfin on ne ſavoit point encore que l'empereur avoit réſolu de changer les ſauf-conduits, & le comte d'Avaux avoit ordre d'accepter ceux qui avoient été offerts, en ſe contentant de proteſter pour mettre à couvert les droits des puiſſances intéreſſées.

Les démarches des principales puiſſances paroiſſoient donc s'accorder avec les vœux de l'Europe. On n'ignoroit pas que Louis XIII deſiroit ſur-tout la paix, parce que la guerre le mettoit dans la dépendance d'un miniſtre, dont ſon amour-propre & les courtiſans le dégoûtoient. Par ces mêmes raiſons, Richelieu vouloit la guerre. S'il faiſoit voir de l'empreſſement pour la paix, c'étoit afin que la cour de Vienne ne pût pas ſe prévaloir des diſpoſitions qu'elle affectoit de montrer; c'eſt qu'il penſoit à rendre les ſuédois moins difficiles, en leur perſuadant qu'on pourroit ſe paſſer d'eux; enfin c'eſt que la paix, dont il flattoit la France, faiſoit prévoir

le moment où il deviendroit moins néceſſaire, & pouvoit, par conſéquent, ſuſpendre les cabales qui ſe faiſoient contre lui. Or, dès que Ferdinand & Richelieu vouloient véritablement la guerre, ils ne couroient aucun riſque à faire des avances pour la paix : car ils étoient toujours aſſurés de trouver des prétextes pour mettre des obſtacles aux négociations : le public ſeul étoit trompé. En effet, la diète de Ratisbonne ne régla rien. Elle parut entrer dans les vues de l'empereur, parce que la plupart des membres lui étoient dévoués. Ceux qui lui étoient oppoſés, proteſtèrent inutilement. Tout ſe paſſa dans la plus grande confuſion ; & l'u-

nique démarche que cette aſſemblée fit pour la paix, fut d'écrire au roi de France, au roi d'Eſpagne, à la reine Chriſtine, & de les inviter à envoyer au plutôt leurs plénipotentiaires à Cologne. Elle parut, ſur-tout, ſolliciter un accommodement entre la Suède & l'empereur, ce qui retarda la négociation du comte d'Avaux.

Cependant Banier, qui n'étoit pas loin de Ratisbonne, forma en 1641, le projet de ſurprendre cette place. Le comte de Guébriant, qui commandoit l'armée françoiſe, ſe joignit à lui. Ils s'approchèrent de la ville juſqu'à la portée du canon. Un corps de troupes paſſa le Danube ſur la glace. Il enleva

l'équipage de chaſſe de l'empereur, qui eut été pris lui-même, s'il fût ſorti un peu plutôt. D'autres troupes paſsèrent encore. Les confédérés étoient maîtres de la campagne. Ratisbonne ſe trouvoit ſans défenſe, ſans proviſions, remplie d'étrangers, de gens ſuſpects ou mécontens. Les confédérés croyoient voir le moment, où ils alloient s'en rendre maîtres, & avoir pour priſonniers la diète & l'empereur. La guerre eut été finie : mais comme le tems commençoit à ſe radoucir, les généraux furent obligés de repaſſer le Danube, avant qu'il fût dégelé : & ils ſe retirèrent, après avoir ſalué Ferdinand de cinq cens volées de canon, qu'ils firent tirer contre

contre la ville. Le comte de Guébriant ſe ſépara des ſuédois, pour ſe rapprocher du Rhin ; & Banier mourut peu de tems après. Ce général paroît avoir égalé Guſtave dont il étoit l'élève. Une choſe ſuffit à ſon éloge : c'eſt que par ſa mort la Suède devint plus traitable, parce qu'elle ſentit mieux que jamais combien elle avoit beſoin des ſecours de la France. Elle fut cependant aſſez heureuſe pour trouver bientôt un capitaine digne de ſuccéder à Banier. Mais dans l'intervalle, elle ſe vit au moment de n'avoir plus d'armée en Allemagne. Les troupes, ſans ſubordination, faiſoient éclater leur mécontentement ; les officiers, comme les

ſoldats, ſongeoient à changer de parti : ils ne s'en cachoient pas ; & la France eut pu facilement les débaucher, comme le comte d'Avaux en fit la peur à Salvius.

Une pareille conjoncture mettoit les ſuédois dans la néceſſité de conclure : ils ne pouvoient plus attendre l'effet des diſpoſitions que l'empereur affectoit de montrer ; ni compter ſur les propoſitions qu'il leur avoit faites, tant de fois & ſi inutilement. Ils conſentirent donc au renouvellement du traité, & cette affaire fut enfin terminée à Hambourg, le 30 juin 1641, un mois après la mort de Banier. Ce traité n'eut d'autre terme que la concluſion de la paix générale :

Louis XIII promit douze cens mille livres, au lieu d'un million : on nomma les villes où ſe tiendroit le congrès ; & il fut réglé que la France enverroit ſes plénipotentiaires à Munſter, & que la Suède enverroit les ſiens à Oſnabruck.

George-Guillaume, électeur de Brandebourg, étoit mort l'année précédente. Entre les ſuédois & les impériaux, qui dévaſtoient tour-à-tour ſes états, il s'étoit vu dans une poſition d'autant plus embarraſſante, qu'il ne lui avoit pas été poſſible de ſe déclarer pour l'un des deux partis, ſans agir contre lui-même. Quoiqu'il eût quitté l'alliance de la Suède pour accéder à

la paix de Prague, il ne pouvoit pas s'intéreſſer vivement aux ſuccès de l'empereur, dont il connoiſſoit l'ambition; & il ne pouvoit pas non plus renouer avec la Suède, parce qu'elle formoit des prétentions ſur la Poméranie, à laquelle il avoit lui-même des droits. Sa foibleſſe ne lui permettoit pas même de délibérer ſur le choix de ſes alliés, & la fortune l'entraînoit, ſuivant qu'elle ſe déclaroit pour les ſuédois ou pour les impériaux. On peut juger par cet exemple quelle étoit la ſituation malheureuſe de tous les princes, qui ſe trouvoient trop foibles pour faire pencher la balance. L'électorat de Brandebourg n'étoit qu'un déſert,

dont les ſuédois occupoient une partie, lorſque Frédéric-Guillaume ſuccéda à George-Guillaume ſon père. Ce nouvel électeur parut vouloir ſe rapprocher des alliés. Il chaſſa le comte de Schwartzemberg, qui étoit vendu à la cour de Vienne, & auquel George-Guillaume avoit donné toute ſa confiance. Il conclut une trève avec les ſuédois, qui évacuèrent la plus grande partie des marches de Brandebourg. Il deſira même que cette trève fût changée en une paix ſolide. Outre les avantages préſens qu'il retiroit de cette conduite, il ſe flattoit d'épouſer la jeune Chriſtine, & de monter ſur le trône de Suède: mais ce projet devoit trou-

ver bien des obſtacles. Pendant que l'électeur de Brandebourg abandonnoit l'empereur, les ducs de Lunebourg cherchoient à s'en rapprocher; & quelque tems après, ils firent une paix particulière avec lui. C'eſt ainſi que les deux partis s'affoibliſſoient & ſe fortifioient tour-à-tour pour faire durer la guerre.

La maiſon d'Autriche comptoit alors ſur une guerre civile qui menaçoit la France & le cardinal de Richelieu. Le comte de Soiſſons, ennemi déclaré de ce miniſtre, étoit le chef de la révolte. Il avoit fait un traité avec l'Eſpagne; le duc de Bouillon s'étoit joint à lui: Lamboi, général de l'empereur,

lui avoit amené des ſecours; enfin il avoit défait près de Sedan le maréchal de Châtillon : mais ayant été tué ſans qu'on ait ſu comment, ſon parti fut bientôt diſſipé. Le duc de Bouillon, aſſiégé par le roi en perſonne, fut contraint de ſe ſoumettre, & de renoncer à toute intelligence avec la maiſon d'Autriche.

La France avoit eu aſſez de ſuccès pour ſe promettre une paix glorieuſe; & la maiſon d'Autriche, épuiſée par tant de pertes, devoit craindre d'en faire encore : car le traité renouvelé entre la France & la Suède, la menaçoit de toutes les forces de ſes ennemis. A ces diſpoſitions qui promettoient la paix,

ſe joignoient les cris de l'Europe qui la demandoit, & les inſtances des alliés mêmes, qui ſe plaignoient de la lenteur des négociations. Aucune puiſſance n'oſoit donc s'y refuſer ouvertement.

Les obſtacles, qui avoient juſqu'alors retardé la concluſion du traité préliminaire, ſe réduiſoient aux ſauf-conduits, au lieu du congrès, & au jour où les conférences devoient commencer. Les deux premiers avoient été levés; car l'empereur acceptoit Munſter & Oſnabruck; il offroit des ſauf-conduits tels qu'on les demandoit; & il en promettoit de ſemblables au roi d'Eſpagne. Il ne s'agiſſoit donc plus que de fixer un jour

pour commencer le traité. C'étoit alors l'objet des conférences que tenoient à Hambourg le comte d'Avaux, Salvius & Lutzau, miniſtre de l'empereur. Un ſi foible obſtacle ne paroiſſoit pas devoir apporter du retardement.

Mais la cour de France ne vouloit pas s'arrêter au milieu de ſes conquêtes : le roi d'Eſpagne ſe flattoit toujours de recouvrer au moins une partie de ce qu'il avoit perdu ; & le cardinal ſe croyoit mieux aſſuré, ſi la guerre continuoit. Elle paroiſſoit même lui promettre la régence du royaume : car il portoit ſes vues juſques-là ; & la ſanté du roi, qui s'affoibliſſoit de plus en plus, devoit hâter ce mo-

ment, que ſon ambition attendoit.

Philippe & Ferdinand jugeoient auſſi devoir ſuſpendre les négociations, parce qu'une minorité préſageoit des troubles dont ils pouvoient profiter. Ainſi, quoique de part & d'autre on voulût paroître vouloir la paix, on ne la vouloit point en effet. C'eſt dans cet eſprit que Lutzau & le comte d'Avaux traitoient. Ils ſe propoſoient, non de conclure, mais de retarder la concluſion ; & chacun des deux mettoit toute ſon habileté à ne pas paroître coupable des retardemens, & à rejetter au contraire toute la faute ſur l'autre.

Dans une poſition auſſi délicate, les négociateurs, qui ſe pénétroient

mutuellement, ne cherchèrent qu'à s'embarraſſer. L'un pour montrer ſa ſincérité, faiſoit des offres plauſibles, parce qu'il comptoit qu'elles ne ſeroient pas acceptées : l'autre, qui ne vouloit pas paroître moins ſincère, les acceptoit ; on en faiſoit de plus plauſibles encore, afin de forcer à un refus. C'étoit un combat plein d'artifices, où des deux côtés on ſe montroit ſans défenſe, & où chacun portoit des coups ſans pouvoir ſe garantir. Il arriva qu'ils tombèrent enſemble dans les pièges qu'ils ſe tendoient mutuellement. Ils s'avancèrent inſenſiblement, ils s'engagèrent, ils ne purent plus reculer, & ils conclurent malgré eux.

On convint que les alliés de la France & de la Suède enverroient leurs députés au congrès, ainſi que les alliés de l'empereur & du roi d'Eſpagne: que deux mois après la ſignature du traité, on échangeroit à Hambourg les ſauf-conduits, qui devoient être livrés de part & d'autre; qu'un mois après cet échange, les conférences commenceroient à Munſter & à Oſnabruck; que les deux congrès ſeroient regardés comme un ſeul, parce qu'on ne régleroit rien dans l'un, que de concert avec l'autre. Le traité préliminaire ayant été ſigné le 25 décembre 1641, le congrès devoit, par conſéquent, s'ouvrir le 25 Mars 1642.

La France approuva la conduite du comte d'Avaux, & ſe hâta d'envoyer la ratification du traité. L'empereur, au contraire, refuſa de le ratifier ſous des prétextes, dont on montra le peu de ſolidité. Il blâma hautement Lutzau; il le rappela; & le remplaça par le comte d'Aversberg, qui fit de vains efforts pour détacher les ſuédois de la France. Il fut donc prouvé que la maiſon d'Autriche ne vouloit pas la paix, reproche qu'on ne pouvoit plus faire à la France. C'eſt tout le fruit que le cardinal avoit prétendu retirer de cette négociation.

La paix ne dépendoit plus que du ſort des armes. Il falloit, com-

me Guſtave, vaincre pour hâter les négociations. Or, la France & la Suède vainquirent. Torſtenſon, alors général des ſuédois, ſignala ſa première campagne par la conquête d'une partie de la Siléſie & de la Moravie, par la priſe de Leipſick, & par deux victoires. Il remporta la première auprès de Schweidnitz, ſur le duc de Lawembourg, qui ayant été fait priſonnier, mourut peu de tems après de ſes bleſſures. Le théâtre de la ſeconde fut cette plaine de Leipſick, déjà célèbre par les armes de Guſtave. L'archiduc Léopold & Picolomini, qui commandoient les impériaux, perdirent plus de dix mille hommes. D'un autre côté

le comte de Guébriant vainquit les impériaux à Kempten, fit priſonniers les généraux Lamboi, Merci & Laudron, ſe rendit maître de tout le haut-Rhin, & alla ſe joindre à Torſtenſon pour hâter la priſe de Leipſick. A ces ſuccès, joignons la conquête de Rouſſillon, pluſieurs places priſes en Italie, & la victoire de Lérida, remportée par le maréchal de la Mothe-Houdancourt ſur le marquis de Léganez, dont l'armée étoit bien ſupérieure. Les françois ne reçurent d'échec que dans les Pays-Bas. Le maréchal de la Guiche fut défait à Honnecourt. Les eſpagnols ſe rendirent maîtres de Lens & de la Baſſée; & ſi Franciſco de Mello,

leur général, avoit ſu profiter de la victoire, elle auroit encore eu d'autres ſuites. Ces avantages néanmoins ne balançoient pas les pertes que la maiſon d'Autriche avoit faites : elle n'en étoit même que plus affoiblie. Epuiſée par ſes ſuccès comme par ſes revers, il ſemble donc qu'elle auroit dû penſer à la paix ; mais elle croyoit prévoir une révolution en France.

Il falloit un favori à Louis XIII. Si ce prince ſe repoſoit ſur ſon miniſtre des ſoins du gouvernement, c'eſt qu'il y étoit forcé ; ſon inclination ne l'y portoit pas. Incapable de les partager, il étoit humilié de la dépendance où il ſe voyoit ; cette humiliation ne lui

permettoit pas de vivre familièrement avec Richelieu, comme Henri IV vivoit avec Sully. Il n'auroit pas même trouvé le même agrément dans le caractère impérieux du cardinal, dont l'ambition étoit de conquérir, pour ainſi dire, le royaume, & de faire du roi ſon premier ſujet. Louis avoit donc beſoin d'un confident, qui lui dît du mal de Richelieu, & avec lequel il pût s'en plaindre. Cet épanchement faiſoit une diverſion à ſes chagrins : c'étoit quelque choſe pour lui de parler en ſecret & en liberté d'un maître, qu'il n'auroit pas voulu, & dont il ne pouvoit ſe paſſer.

Il importoit au cardinal que le

favori fût un homme à lui. Il jeta les yeux ſur Cinqmars, ſecond fils du maréchal d'Effiat, ſurintendant des finances. L'amitié qu'il avoit eue pour le père, l'attachoit aux enfans; & il comptoit ſur la reconnoiſſance d'un homme dont il auroit fait la fortune. Il lui traça lui-même la conduite qu'il devoit tenir pour plaire.

Un favori, donné par le miniſtre, n'étoit pas fait pour gagner la confiance. Le roi parut froid, & perſiſta dans ſa froideur pendant une année entière, donnant pour prétexte de ſon éloignement le goût que Cinqmars montroit pour la dépenſe. Cependant il laiſſa peu-à-peu vaincre ſa répugnance. Le

jeune courtiſan réuſſit, moins ſans doute par les éloges que Richelieu ne ceſſoit d'en faire, que par l'adreſſe avec laquelle il ſut ſe conduire. A la fin de 1639 il étoit en faveur, au point qu'il donnoit de l'ombrage au cardinal. Il obtint la charge de grand-écuyer malgré ce miniſtre, qui déſapprouvant intérieurement une élévation ſi ſubite, n'oſa s'y oppoſer ouvertement.

L'ambition de Cinqmars croiſſoit avec ſa faveur. La reconnoiſſance fit place à l'ingratitude : & bientôt il voulut perdre le cardinal, qui étoit un obſtacle à ſes projets. Il jettoit ſur lui des ridicules par des plaiſanteries, que le roi écoutoit ou répétoit même avec complai-

ſance. Il en critiquoit la conduite: il le rendoit odieux par les impôts dont il fouloit le peuple, par la guerre qu'il entretenoit pour ſe rendre néceſſaire, & par la ſervitude dans laquelle il tenoit le roi. Cependant, lorſqu'il parloit de le renvoyer, Louis prenoit ſon air froid & réſervé. Il l'avertiſſoit quelquefois de ne pas ſe déclarer ouvertement l'ennemi du cardinal: car, ajoutoit-il, je ne pourrois m'empêcher de vous abandonner.

Dans le cas où la diſgrace du cardinal ſeroit impoſſible, Cinq-mars avoit réſolu de l'aſſaſſiner, mais il vouloit auparavant former un parti, & s'aſſurer une retraite. Il ſuivoit ces trois projets à la fois,

e perſuadant que ſi deux venoient manquer, le troiſième au moins éuſſiroit. Le duc d'Epernon, qui nourut pendant ces intrigues, n'atendoit rien de l'imprudence de ceeune homme, & plaignoit ceux ui avoient la témérité de s'engaer dans une pareille entrepriſe.

Le duc d'Orléans & le duc de ouillon entrèrent dans les deſſeins e Cinqmars, & Fontrailles ſe renit à la cour de Madrid pour enbtenir des ſecours. Le 13 mars 1642, conclut, au nom du duc d'Oréans, un traité par lequel le comteuc promit douze mille hommes e pied, cinq mille chevaux, de artillerie, des munitions, de l'arent, en un mot, tout ce qu'on

lui demandoit ; ou à-peu-près. Mais il ne comptoit pas remplir ces engagemens, puiſqu'il n'étoit pas en état de défendre le Rouſſillon & la Catalogne. Il vouloit ſeulement ne pas laiſſer échapper l'occaſion de ſuſciter des factions en France. Comme le roi & le cardinal étoient alors mourans, la maiſon d'Autriche pouvoit tirer avantage d'une guerre civile, qui s'allumoit à la veille d'une minorité & d'un changement de miniſtre. Cependant les factieux étoient bien imprudens de compter ſur l'Eſpagne.

Richelieu, alors malade à Narbonne, éprouvoit les plus vives inquiétudes; pendant que Cinqmars, qui avoit ſuivi le roi au ſiège de

Perpignan, jouiſſoit de toute la faveur. Il triomphoit : il ne cachoit plus ſes deſſeins : toute l'armée ſe diviſoit même ; & il ſe formoit deux partis ſous les noms de cardinaliſtes & de royaliſtes. Le roi fomentoit cet eſprit de faction ; car non-ſeulement il montroit combien il étoit dégoûté du cardinal, il témoignoit encore de l'averſion ou de la froideur à ceux qu'il ſavoit lui être attachés.

La perte de la bataille d'Honnecourt changea toutes ces diſpoſitions. Louis ſe reprocha ſa foibleſſe pour un favori dont il ſentoit toute l'incapacité ; il s'en éloigna, il le traita durement ; & connoiſſant combien il avoit beſoin des conſeils

de Richelieu, il lui écrivit qu'il l'aimoit plus que jamais, quels que fussent les faux bruits qui avoient couru.

Le cardinal, rassuré par cette lettre, n'étoit pas tout-à-fait sans inquiétude. Il pensoit que ces dégoûts du roi pour Cinqmars pourroient n'être que passagers; & il songeoit aux moyens de s'affermir, lorsqu'il fit la découverte du traité de Madrid. Le roi, auquel il se hâta d'en donner connoissance, crut d'abord voir dans cette occasion un artifice pour perdre un homme qu'il ne vouloit pas sacrifier. On eut bien de la peine à lui donner des soupçons: il fallut faire agir son confesseur pour le convaincre

que

que cette affaire étoit de nature à devoir être éclaircie; & il montra bien de la répugnance, avant de donner des ordres pour arrêter Cinqmars, le duc de Bouillon & de Thou qui avoit été le confident de toute cette intrigue. Il rendit enſuite une viſite au cardinal, qui s'étoit retiré à Taraſcon, ſoit pour changer d'air, ſoit pour montrer ſon mécontentement en s'éloignant de la cour, ſoit pour être plus à l'abri des embûches du grand-écuyer.

Cependant le cardinal auroit eu de la peine à trouver des preuves ſuffiſantes, ſi le duc d'Orléans, qui vouloit rentrer en grace, n'eût tout révélé. Cinqmars eut la tête tranchée le 12 ſeptembre 1642 : de

Thou, fils de l'hiſtorien, ſubit la même peine : le duc de Bouillon perdit la ſouveraineté de Sedan, pour laquelle on lui donna un dédommagement quelques années après. Fontrailles & les autres complices ſe retirèrent en pays étranger. Le cardinal ſurvécut peu au grand-écuyer ; il mourut le 4 décembre de la même année, & le roi dit froidement : *voilà un grand politique mort.* Marie de Médicis étoit morte à Cologne dans le mois de juillet.

A la première nouvelle de la mort du cardinal de Richelieu, toutes les puiſſances de l'Europe furent agitées de nouveaux ſentimens de crainte ou d'eſpérance. Cet événe-

ment paroiſſoit devoir tout changer, ou du moins tout ſuſpendre. Les françois ne pouvoient prévoir quelle ſeroit la conduite du miniſtère, ſous un roi foible, mourant, qui ne pouvoit agir par lui-même & qui ceſſoit d'être mu par l'ame de Richelieu. La Suède ne ſavoit ſi déſormais elle devoit compter ſur la France; & la maiſon d'Autriche, qui mettoit ſes reſſources dans la mort des hommes qu'elle redoutoit, ſe livroit à la joie, & croyoit toucher à une révolution qui devoit diviſer ſes ennemis.

CHAPITRE V.

Juſqu'à l'ouverture du congrès pour la paix générale.

RICHELIEU, qui avoit gouverné le royaume pendant dix-huit ans, le gouverna encore après ſa mort. Quoique Louis XIII ne parût pas fâché d'être délivré de ce miniſtre impérieux, il en ſuivit les conſeils comme des ordres. Ces conſeils étoient principalement de ne point faire de changement dans le miniſtère, de confier le ſoin des affaires au cardinal Mazarin, qui s'étoit attaché à la France, & de ne pas s'écarter du plan qu'on avoit ſuivi juſqu'alors. Le roi ayant eu la ſa-

geſſe de ſe conformer à ces vues, tout continua au-dedans & au-dehors du royaume, comme ſi Richelieu eût encore vécu. La maiſon d'Autriche vit donc évanouir les eſpérances qu'elle avoit fondées ſur cette mort, & il ne lui reſtoit plus de reſſources que dans une minorité. Elle avoit ſi bien compté ſur une révolution, qu'elle ceſſa de ſolliciter la Suède : bien perſuadée que cette couronne ſeroit obligée de ſolliciter elle-même pour obtenir la paix. Quand enſuite elle tenta de lui rendre la France ſuſpecte, & de l'engager à faire une paix particulière, elle reconnut qu'il n'étoit plus tems. Un des premiers ſoins de Louis XIII avoit été d'aſſurer

les ſuédois, qu'il obſerveroit fidèlement les traités : ils ſentoient eux-mêmes qu'ils devoient la proſpérité de leurs armes à leur union avec la France ; & que cette union pouvoit ſeule leur aſſurer de nouveaux ſuccès & terminer la guerre par une paix avantageuſe & ſolide.

Alors l'empereur, déſeſpérant de diviſer les alliés, conſentit à ratifier le dernier traité de Hambourg, & à donner des ſauf-conduits dans la forme dont on étoit convenu. Mais les irrégularités qu'on trouva dans la ratification, & dans les ſauf-conduits du roi d'Eſpagne, auroient encore retardé la négociation, ſi Louis XIII qui vouloit abſolument la paix, n'eût ordonné

à ſon miniſtre de négliger les formalités, & de ſe contenter d'obtenir les points eſſentiels. On fit donc l'échange des ſauf-conduits, & on fixa l'ouverture du congrès au mois de juillet de la même année 1643.

Le 14 mai 1644, peu après la concluſion de ce traité préliminaire, mourut Louis XIII, qui languiſſoit depuis long-tems. Il n'avoit pu voir ſans beaucoup d'inquiétude, qu'il laiſſoit le royaume ſous une longue minorité. Son fils aîné n'avoit pas encore cinq ans accomplis. La reine qu'il jugeoit incapable de gouverner, & qu'il croyoit attachée à l'Eſpagne, & le duc d'Orléans qui s'étoit révolté tant de fois, & qui avoit toujours eu

des liaiſons avec les ennemis de l'état, pouvoient ſeuls prétendre à la regence, & Louis XIII auroit voulu ne la confier ni à l'un ni à l'autre. Le cardinal Mazarin lui fit eſpérer qu'il préviendroit les inconvéniens qu'on pouvoit craindre, ſi, donnant à la reine le titre de régente, il créoit un conſeil auquel il confieroit l'autorité. Il adopta ce projet, qui diſſipoit au moins ſes inquiétudes, & il prit toutes les précautions poſſibles, pour aſſurer l'exécution de ſes dernières volontés. La déclaration qu'il en fit, fut enregiſtrée au parlement après avoir été ſignée de la reine & du duc d'Orléans, avec ſerment d'en obſerver inviolablement tous les arti-

cles. Mais le roi n'étoit pas encore mort, & on déſapprouvoit déjà univerſellement ſes diſpoſitions. Comme il n'y a point de loi, qui fixe les prérogatives de la qualité de régent, chacun raiſonna d'après ſes paſſions, & ſe fit des principes à ſon gré. Le 18 mai, le parlement, ſans égard pour l'enregiſtrement de la déclaration, déféra la régence à la reine avec une autorité indépendante & abſolue, & confirma à Gaſton, duc d'Orléans, la qualité de lieutenant-général du royaume.

Le cardinal Mazarin, que la régente choiſit pour premier miniſtre, avoit une grande connoiſſance des affaires, beaucoup de reſſources dans l'eſprit, de la netteté, des

vues fines, de l'adreſſe, de la diſſimulation & de l'artifice : mais il n'étoit ni auſſi ferme que Richelieu, ni auſſi vindicatif, ni auſſi profond.

Un premier miniſtre étranger & une régente de la maiſon d'Autriche donnoient autant d'inquiétude aux alliés de la France, que de confiance à ſes ennemis. Salvius prompt à s'alarmer, vouloit ſe hâter de traiter avec l'empereur : heureuſement les régens de Suède jugèrent à propos de ne rien précipiter. Ils eurent bientôt lieu de s'affermir dans cette réſolution : car les françois ne tardèrent pas à prouver qu'ils continuoient d'être amis des ſuédois & ennemis de la maiſon

d'Autriche. Le 19 mai, cinq jours après la mort de Louis XIII, le duc d'Enguien remporta une victoire célèbre ſur Franciſco de Mello, qui aſſiégeoit Rocroi, & qui ſe flattoit de pénétrer dans le cœur du royaume. Les eſpagnols perdirent quinze mille hommes, dont huit mille reſtèrent ſur la place, & ſept mille furent faits priſonniers. Leur meilleure infanterie fut ſi fort ruinée, qu'ils n'ont jamais pu réparer cette perte. Cette bataille ne coûta que deux mille hommes aux françois. Elle fut ſuivie de la priſe de Thionville & de pluſieurs autres places. Le mois ſuivant la France & la Suède confirmèrent leur alliance par un nouveau traité.

Cependant on faiſoit à Munſter & à Oſnabruck les préparatifs pour recevoir les plénipotentiaires qui ſe diſpoſoient à partir. Ceux de l'empereur arrivèrent les premiers, un mois après le terme écoulé, & ceux du roi d'Eſpagne les ſuivirent de près. Ces deux puiſſances ne s'étoient plus hâtées que les autres, que parce qu'elles vouloient paroître plus diſpoſées à la paix : ce n'étoit qu'un jeu : car leurs miniſtres n'avoient encore ni inſtructions, ni pouvoirs. Salvius, ayant appris que les plénipotentiaires de France étoient partis de Paris, ſe rendit à Oſnabruck, afin de ſe mettre à l'abri des reproches des impériaux : mais le baron Oxenſtiern, fils du chancelier,

chancelier, & nommé premier plénipotentiaire de Suède, ne devoit s'y rendre qu'avec les plénipotentiaires des autres princes. Si les ſuédois, qui déſiroient ſincérement la paix, vouloient montrer leur empreſſement, ils ne vouloient pas donner occaſion de penſer, qu'ils fuſſent capables de traiter ſans la France.

Les plénipotentiaires de Louis XIII ne pouvoient pas arriver ſi-tôt. Avant de commencer le congrès, le cardinal Mazarin vouloit s'aſſurer que tous les alliés de la France en ſoutiendroient les prétentions, comme elle ſoutiendroit les leurs. Il comptoit ſur la Suède, non-ſeulement par les traités faits

avec elle; mais encore parce qu'elle avoit beſoin des françois pour exécuter ſes projets ſur la Poméranie; comme les françois avoient beſoin d'elle, pour enlever l'Alſace à la maiſon d'Autriche. Il ne pouvoit pas également compter ſur les Etats-Généraux, quoique le traité d'alliance eût été renouvelé en 1635, & confirmé depuis quelques mois. Car ſi la Suède ne devoit pas craindre de contribuer à l'aggrandiſſement de la maiſon de Bourbon, il n'étoit pas naturel de porter le même jugement des Provinces-Unies. Le deſſein de cette république, en s'alliant avec la France, avoit été de ſe défendre contre l'Eſpagne : cet objet une

fois rempli, pouvoit-elle fermer les yeux ſur le danger d'accroître une puiſſance voiſine? Il eſt certain que les conquêtes des françois dans les Pays-Bas lui donnoient de la jalouſie & de l'inquiétude.

Il y avoit donc de nouvelles précautions à prendre avec les Etats-Généraux. C'eſt pourquoi le comte d'Avaux & Abel Servien, plénipotentiaires nommés pour Munſter, eurent ordre de paſſer à la Haye, & de négocier un nouveau traité, conjointement avec M. de la Thuillerie, miniſtre de France auprès de la république de Hollande. La négociation fut longue, & ſouffrit bien des difficultés; elle ne finit qu'au mois de mars

1644. Mais enfin le traité d'alliance fut renouvelé dans la forme que le cardinal deſiroit. Les deux puiſſances convinrent qu'elles ſoutiendroient également leurs intérêts réciproques ; qu'elles traiteroient enſemble avec l'Eſpagne, en ſorte que l'une ne ſe hâteroit pas plus que l'autre ; qu'elles ne concluroient que d'un commun conſentement ; & qu'elles s'aideroient pour conſerver chacune toutes les conquêtes qu'elles avoient faites. Dès que ce traité eut été conclu, les plénipotentiaires ſe diſposèrent à ſe rendre à Munſter.

Pendant cette négociation, la France fit une perte par la mort du maréchal de Guébriant. Elle

en reſſentit même bientôt les effets : car le lendemain, 25 novembre 1643, l'armée fut entièrement défaite à Dutlinguen par les bavarois, qui reſtèrent maîtres de la campagne.

Un autre événement donna plus d'inquiétude encore. Les ſuédois déclarèrent la guerte au roi de Danemarck, qui avoit fait arrêter quelques-uns de leurs vaiſſeaux, & qu'ils accuſoient depuis longtems d'être leur ennemi ſecret, quoiqu'il eût été le médiateur du traité préliminaire. En effet, ce prince ne pouvoit pas s'intéreſſer à leur aggrandiſſement.

Les impériaux ſaiſirent cette occaſion d'accuſer les alliés de mettre

obſtacle à la paix. Mais parce qu'ils ne la vouloient pas eux-mêmes, ils regardoient cette nouvelle guerre comme une diviſion en leur faveur : la déroute de Dutlingen augmentoit leurs eſpérances : ils s'attendoient à voir naître quelques troubles pendant la minorité de Louis XIV ; & ils ſe croyoient dans des circonſtances ſi heureuſes, que le comte d'Aversberg conſeilloit à l'empereur de rompre la négociation, en prenant pour prétexte le retardement des plénipotentiaires françois.

Ces idées, qui flattoient Ferdinand, inquiétoient la reine & le cardinal Mazarin. Ils craignoient que la Suède, dans l'impuiſſance

de réſiſter à tous ſes ennemis, ne négligeât la guerre d'Allemagne, ou ne s'accommodât avec l'empereur. Le comte d'Avaux en jugea tout autrement. Il aſſura que cette guerre ne ſeroit pas longue; qu'elle n'auroit point de ſuites fâcheuſes pour la France; qu'elle ſeroit au contraire avantageuſe à la cauſe commune, parce que les ſuédois ſeroient débarraſſés d'un médiateur, auquel ils n'avoient point de confiance; & que Torſtenſon, qui étoit entré dans le Holſtein, y rétabliroit ſon armée aux dépens de Chriſtian IV, & ſeroit plus en état d'agir l'été ſuivant. Il ne ſe trompa point dans ſes conjectures.

Cependant le roi de Danemarck

ſollicitoit les polonois de ſe joindre à lui, preſſoit l'empereur de lui envoyer des ſecours, & promettoit de ne pas quitter les armes que les ſuédois n'euſſent été chaſſés d'Allemagne. La France de ſon côté ne négligeoit rien pour éteindre cette guerre dès les commencemens. Elle employoit ſa médiation entre la Suède & le Danemarck : elle envoyoit un ambaſſadeur à Ladiſlas, roi de Pologne, pour l'empêcher de ſe rendre aux ſollicitations de Chriſtian : enfin elle faiſoit de nouveaux efforts pour réparer l'échec reçu à Dutlingen. Tout lui réuſſit. Le roi de Danemarck ne trouva pas, dans les états de ſon royaume, des diſpoſitions

à faire la guerre à la Suède. Ferdinand lui donna peu de ſecours. Il ne lui fut pas même poſſible de partager ſes forces ; les ſuccès des françois & des ſuédois en Allemagne ne le lui permirent pas.

Le vicomte de Turenne, ſecond fils du duc de Bouillon, ſuccéda au maréchal de Guébriant : il venoit d'être fait maréchal lui même, quoiqu'il n'eût que trente-deux ans. Après avoir raſſemblé les débris de l'armée, & fait de nouvelles levées, il ouvrit la campagne par la défaite de deux régimens bavarois, qu'il ſurprit auprès de Hohentwiel. D'ailleurs trop foible contre les ennemis, il les laiſſa maîtres de la campagne ; ſe propoſant

de les obſerver, & de chercher l'occaſion de les attaquer avec avantage, lorſqu'ils auroient formé quelque entrepriſe. Elle ne ſe préſenta pas: car Merci, qui les commandoit, joignoit l'habileté à la ſupériorité des forces. Ce général mit le ſiège devant Fribourg, & Turenne fit de vains efforts pour le faire lever. La place ouvrit ſes portes.

Alors le duc d'Enguien arrivoit au ſecours du maréchal. Ces deux grands capitaines, ſupérieurs en forces, auroient pu ſe promettre une prompte victoire, ſi Merci eût été moins habile. Mais ce général avoit profité de tous les avantages du terrein; il s'étoit fortifié avec

toutes les reſſources de l'art, & il paroiſſoit impoſſible de le forcer dans ſes lignes. L'attaque fut cependant réſolue. Le 3 du mois d'août 1644, les françois ſe rendirent maîtres d'une hauteur, & s'ouvrirent un paſſage par un vallon, après un combat opiniâtre que la nuit ſeule termina. Le lendemain le duc vit que l'ennemi lui étoit échappé, Merci s'étant retiré au-delà de Fribourg ſur une montagne, où il avoit fait de nouveaux retranchemens. Il commanda une nouvelle attaque le 5. Cette action plus longue, plus ſanglante que la première, ne fut point déciſive; & le prince voyant l'impoſſibilité de forcer les lignes de l'ennemi,

times. Pendant le cours de ſes ſuccès, on apprit que les eſpagnols avoient battu le maréchal de la Mothe, pris Lérida, & fait lever le ſiège de Tarragone. Mais les portugais remportèrent une grande victoire ſur les frontières de Caſtille, & l'empereur avoit fait de grandes pertes.

Gallas ayant marché contre les ſuédois, qui étoient encore dans le Holſtein, entreprit de les enfermer dans le Jutland, où il ſe propoſoit de les affamer. Torſtenſon, plus habile, s'ouvrit un paſſage, & rentra dans la Saxe, ne laiſſant après lui que des pays qu'il avoit ruinés Gallas, alors abandonné par les danois, fut hors d'état de le pour-

ſuivre. Il ſe vit au contraire obligé de fuir devant l'ennemi : ſon armée, après pluſieurs pertes, fut taillée en pièces à Niemech ; & le peu de troupes, qu'il avoit conſervées, périt par la famine. D'un autre côté, Ragotski, devenu allié de la France & de la Suède, avoit fait une irruption en Hongrie ; & l'armée de l'empereur, commandée par Goetz, après s'être affoiblie à pourſuivre les tranſilvains dans un pays dépourvu de vivres, acheva de ſe ruiner au ſiège de Caſſovie, ſans pouvoir prendre cette place.

Plus Ferdinand faiſoit de pertes, plus le corps de l'empire ſe montroit contraire à ſes vues. Alors ſe tenoit à Francfort une diète, qui

s'étoit aſſemblée en 1643, & que les conteſtations firent durer juſqu'en 1645. Sur ce qu'elle demanda qu'on délibérât d'abord ſur les moyens de terminer la guerre, l'empereur propoſa de commencer par rétablir la paix au-dedans de l'empire : c'eſt qu'il vouloit une paix, qui, comme celle de Prague, tendît à réunir tout le corps germanique contre les ennemis de la maiſon d'Autriche. Cette propoſition fut rejettée tout d'une voix. On reconnut que la paix au-dedans de l'empire devoit être un effet de la paix aſſurée au-dehors ; & on conclut de délibérer ſur la manière de traiter avec les puiſſances étrangères.

Le congrès pour la paix générale étoit une occaſion que toutes les puiſſances d'Allemagne vouloient ſaiſir pour recouvrer leurs privilèges, & faire valoir leurs droits : c'eſt pourquoi, malgré l'empereur, le collège des princes & celui des villes réſolurent d'y envoyer leurs députés. Le collège électoral tenta vainement de leur faire abandonner cette réſolution. On agita même, s'il ne conviendroit pas de tranſporter la diète entière au lieu du congrès. Enfin l'empereur eut encore la mortification de ne pas obtenir les contributions qu'il demandoit pour ſoutenir la guerre. Ces contradictions, jointes aux mauvais ſuccès des armes, forcè-

rent la maiſon d'Autriche à conſentir que les plénipotentiaires, qui s'étoient rendus à Munſter & à Oſnabruck, commençaſſent les conférences; & le congrès s'ouvrit le premier décembre 1644.

LIVRE QUINZIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

Des intérêts & des vues des principales puiſſances.

LA France occupoit les villes foreſtières, preſque toute la haute & baſſe Alſace, pluſieurs places dans les électorats de Cologne & de Trèves, & dans le Luxembourg. La Suède, qui étoit maîtreſſe de la Poméranie, avoit encore des garniſons en Bohême, en Siléſie, en Moravie, en Weſtphalie & dans la haute & baſſe Saxe. L'empereur, malgré la paix de Prague qui avoit paru lui donner des alliés, pouvoit difficilement réparer tant de pertes.

Il tiroit peu de ſecours du duc de Lorraine, que la France avoit dépouillé. Le duc de Bavière étoit ſon unique appui. Les polonois perſiſtoient à n'être que les ſpectateurs de la guerre. Le roi de Danemarck, qui avoit pris les armes contre la Suède, étoit à la veille de faire ſa paix. Les électeurs de Saxe & de Brandebourg, contens de garantir leurs états, croyoient faire aſſez, s'ils reſtoient neutres; & les princes d'Italie obſervoient la même neutralité. Abandonné des états de l'empire, Ferdinand avoit encore contre lui le landgrave de Heſſe-Caſſel & l'électeur de Trèves; & Ragotski faiſoit de tems en tems des diverſions qui lui donnoient au moins de l'inquiétude.

Preſſé de toutes parts, il n'avoit de reſſources que dans l'eſpérance de diviſer les deux couronnes alliées, & dans l'attente des troubles, que la minorité de Louis XIV pouvoit produire. Une pareille révolution le ſauvoit : car dès que la France ſeroit déchirée par une guerre civile, elle ne pourroit plus agir au-dehors ; & les ſuédois, abandonnés à eux-mêmes, ſeroient trop foibles pour ſe maintenir en Allemagne. Alors les princes de l'empire ne les jugeant plus capables de protéger la liberté, & ne voyant en eux que des étrangers dont les ſuccès leur donnoient de la jalouſie, devoient naturellement traiter avec l'empereur, & s'unir à lui pour les chaſſer.

Mais plus l'empereur faiſoit d'efforts pour diviſer les deux couronnes, plus il reſſerroit les nœuds de leur alliance. Cet artifice étoit trop uſé. Pluſieurs années de ſuccès prouvoient à la France & à la Suède, que ſi elles perſiſtoient dans leur union, elles deviendroient les arbitres de la paix. D'un autre côté les troubles ne menaçoient pas encore la France. La guerre même paroiſſoit l'en garantir, parce que c'étoit une occaſion d'éloigner ceux qui pourroient en cauſer. Cependant l'empereur comptant toujours ſur l'un & l'autre de ces événemens, ou ſur tous deux enſemble, s'opiniâtroit à ne pas vouloir la paix; & la France, qui ne pouvoit pas

encore obtenir tout ce qu'elle deſiroit, ne la vouloit pas davantage. Elle ſongeoit à faire de nouvelles conquêtes, afin de mettre ſon ennemi dans la néceſſité de ſubir les conditions qu'elle lui impoſeroit.

Après la perte du Portugal, de la Catalogne, du Rouſſillon & de pluſieurs places conquiſes dans les Pays-Bas par les françois & par le prince d'Orange, l'Eſpagne, à qui l'alliance de la France avec la régente de Savoie, ſœur de Louis XIII, ne permettoit pas de faire des progrès en Italie, ne pouvoit acheter la paix qu'en ſacrifiant des provinces entières. Don Louis de Haro, qui avoit ſuccédé au comte-duc d'Olivarès, alors diſgracié, aimoit

mieux, comme l'empereur, attendre quelque révolution, que de faire de ſi grands ſacrifices. Il faut convenir qu'il étoit beaucoup mieux fondé. Par les intelligences que les eſpagnols entretenoient en France depuis ſi long-tems, il leur étoit plus permis de ſe flatter d'y cauſer des troubles; & ils pouvoient encore plus ſe promettre de détacher les Provinces-Unies de l'alliance de Louis XIV.

Il étoit vraiſemblable qu'après que la Suède auroit traité ſéparément, l'empereur, s'il venoit à bout de chaſſer de l'Allemagne les françois, tourneroit toutes ſes forces contre les ſuédois pour leur enlever ce qu'il leur auroit cédé. Il étoit

donc de leur intérêt de traiter conjointement avec la France & avec les princes de l'empire, afin de trouver une garantie sûre dans une ligue puissante, dont les membres devoient toujours se réunir, pour défendre les acquisitions que chacun auroit faites.

La Hollande n'avoit pas le même besoin d'une garantie. Si on lui offroit de la reconnoître pour une puissance indépendante, & de lui abandonner toutes les places qu'elle demandoit, elle pouvoit conclure sans rien appréhender pour l'avenir. Il y avoit plus de vingt ans que la guerre avoit recommencé : chaque année l'Espagne s'étoit épuisée, autant par ses efforts que par ses pertes ;

pertes; & la manière dont elle étoit gouvernée, ne permettoit pas de préſumer qu'elle pût jamais ſe rétablir. Par conſéquent, quelques avantages qu'on lui ſupposât, lorſqu'elle feroit ſa paix avec la France, il étoit naturel de juger qu'elle ſeroit long-tems hors d'état de former de grandes entrepriſes. Il lui étoit plus difficile de porter la guerre dans la Hollande, qu'à l'empereur dans la Poméranie; & il n'étoit pas auſſi facile à la Suède de défendre cette province, dont elle étoit ſéparée par la mer, qu'il étoit facile à la Hollande de défendre ſes propres frontières. Si l'Eſpagne reprenoit donc jamais les armes, pour recouvrer ſes anciens

droits ſur tous les Pays-Bas, elle devoit échouer, puiſque Philippe II, avec toute ſa puiſſance, avoit échoué lui-même.

Il eſt vrai que les Provinces-Unies ne s'étoient ſoutenues juſqu'alors que par les ſecours de leurs alliés. Mais il eſt vrai auſſi, qu'elles pouvoient compter d'être ſecourues, toutes les fois que l'Eſpagne les menaceroit. Il n'auroit pas été de l'intérêt de la France de les laiſſer ſuccomber; & cette couronne, oubliant leur infidélité, auroit armé pour les défendre. La Hollande n'avoit donc pas beſoin d'une garantie, comme la Suède : ou plutôt l'intérêt de la France, joint à l'impuiſſance de l'Eſpagne, étoit pour

elle une garantie plus sûre qu'un traité.

Bien plus. Si les états-généraux, fidèles à leurs engagemens, se faisoient un point d'honneur de traiter conjointement avec la France, ils s'exposoient à rendre la maison de Bourbon aussi redoutable, que l'avoit été la maison d'Autriche. Or, pour abaisser l'une, ils ne devoient pas trop élever l'autre : ils ne devoient pas rester unis à la France, jusqu'à ce qu'elle eût satisfait son ambition, & s'exposer à devenir les voisins d'une monarchie, qui paroissoit alors devoir bientôt dominer dans l'Europe. Les provinces, que les espagnols conservoient dans les Pays-Bas, étoient une barrière

qu'il falloit laiſſer ſubſiſter. Il étoit donc de l'intérêt des états-généraux de traiter ſéparément; & bien loin d'avoir beſoin de la garantie de la France contre l'Eſpagne, l'Eſpagne devenoit une garantie pour eux contre la France même.

Nous ne devons compter ſur nos alliés, qu'autant qu'ils ont avec nous des intérêts communs : nous ſerons abandonnés, ſi ces intérêts ceſſent. Nous le ſerons, à plus forte raiſon, s'ils s'en font de contraires, & s'ils commencent à nous craindre. Par conſéquent, ſi le cardinal Mazarin a cru s'aſſurer des Provinces-Unies par le traité de 1644, il s'eſt trompé : il a eu raiſon, s'il a cru ſeulement mettre un obſtacle

aux négociations de la cour de Madrid, & en retarder l'effet. Il a pu penſer avec fondement que les états-généraux ſeroient arrêtés quelque tems par la crainte de s'expoſer aux reproches d'infidélité.

Dans une pareille conjoncture, l'Eſpagne doit tout accorder aux Provinces-Unies pour les ſéparer de la France; & la France doit faire valoir la foi des traités, ſans oublier de rappeler les ſecours qu'elle n'a ceſſé de donner à cette république, & d'en exiger la reconnoiſſance qu'elle eſt en droit d'en attendre. Mais la Hollande, de ſon côté, doit chercher les moyens de concilier ſes intérêts avec les circonſtances délicates où elle ſe trou-

ve, & cependant ſe mettre à l'abri de tout reproche. Voilà ce qui ſe fera, & ce ſeul expoſé nous diſpenſera d'entrer dans de grands détails à ſe ſujet.

Le cardinal Mazarin fera bien de ſe récrier d'avance ſur l'infidélité & ſur l'ingratitude des Provinces-Unies, ſi elles paroiſſent déterminées à traiter ſéparément. Ces cris pourront au moins ſuſpendre leurs réſolutions. Mais de pareilles plaintes ne ſont pas auſſi fondées, qu'on le juge au premier coup-d'œil.

En s'engageant à ne traiter que conjointement, la France & la Hollande ſuppoſoient ſans doute, qu'elles vouloient l'une & l'autre ſincérement la paix, & qu'elles

agiroient avec la même ſincérité pour en conclure une avantageuſe à toutes deux. Si les françois euſſent exigé qu'on ne traitât pas ſans eux, & que cependant ils euſſent déclaré qu'ils mettroient tous les jours de nouveaux obſtacles à la paix, les états-généraux, à qui elle étoit néceſſaire, auroient ſans doute rejetté cette propoſition. Le cardinal Mazarin n'eut garde de laiſſer découvrir ſes deſſeins ſecrets. Nous ignorons comment ſa diſſimulation pourroit en pareil cas ſe concilier avec la bonne foi. Il eſt au moins certain qu'il arracha aux Provinces-Unies un conſentement qu'elles auroient refuſé, ſi ce miniſtre eût été moins diſſimulé. Il leur tendit un

piège, & elles y donnèrent. Mais lorſqu'elles s'en appercevront, ne leur ſera-t-il pas permis de chercher à ſe dégager? & ſi on leur reproche leur infidélité, ne pourroient-elles pas ſe plaindre d'avoir été trompées les premières? Nous ne trouvons pas plus de fondement dans l'accuſation d'ingratitude.

La reconnoiſſance & l'ingratitude ont lieu entre des particuliers, parce qu'il arrive tous les jours qu'on rend ſervice, ſans ſonger à d'autre avantage qu'au plaiſir de ſervir: mais de nation à nation, ce cas eſt extrêmement rare. On en voit des exemples dans l'hiſtoire ancienne, & nous ne ſavons pas ſi la moderne en fournit. Il eſt du moins

certain que ſi la France a donné long-tems des ſecours aux Provinces-Unies, c'eſt qu'il étoit de ſon intérêt d'affoiblir l'Eſpagne & d'en conſumer les forces dans les Pays-Bas. Le reproche d'ingratitude étoit donc plus ſpécieux que ſolide. Vous nous avez ſecourus, pouvoient dire les Etats-Généraux, parce qu'en bonne politique vous le deviez pour votre avantage. Devons-nous donc par reconnoiſſance continuer une guerre, que nous ne pouvons plus ſoutenir? & lorſqu'on nous accorde tout ce que nous demandons, faudra-t-il, pour ſatisfaire votre ambition, & ſans eſpérance d'aucune utilité, nous expoſer à tout perdre? Quand même les choſes réuſſiroient

pour vous & pour nous, comme vous le préſumez, ne pourrions-nous pas nous repentir un jour d'avoir contribué à des ſuccès que nous partagerions aujourd'hui ? La reconnoiſſance oblige-t-elle donc à de ſi grands ſacrifices ? Si vous voulez que nous traitions enſemble, hâtez-vous, comme nous, de faire la paix. L'occaſion eſt favorable. Elle peut vous échapper : il ne faut qu'une maladie dans vos armées, une bataille perdue, une guerre civile.

Ces raiſons étoient bonnes, & on n'oſoit pas les dire. Les Provinces-Unies cherchoient donc d'autres excuſes, & le cardinal s'en prévaloit pour les accuſer d'ingra-

titude & d'infidélité. Regardant ſes premiers ſuccès comme un augure de ceux qu'il ſe promettoit encore, il ne feignoit de deſirer la paix, que parce qu'il y étoit forcé; & il tentoit tout pour engager ſes alliés à continuer la guerre qu'il affectoit de vouloir finir. Mais ſi les hollandois ne ſont pas trompés par ſes artifices, ils ne mériteront que des éloges. Telle eſt la différence qui ſe trouvoit entre les intérêts de la France & ceux des Provinces-Unies.

La Suède devoit pour ſon intérêt traiter conjointement avec la France, & la Hollande devoit traiter ſéparément, ſi on lui accordoit ce qu'elle demandoit. Il n'étoit pas ſi

facile à Maximilien, duc de Bavière, de décider lequel étoit pour lui plus avantageux, de ſe détacher de Ferdinand ou de lui reſter uni. Le haut Palatinat & la dignité électorale, que l'empereur lui avoit donnée, & qu'il lui garantiſſoit, étoit une raiſon pour ne pas l'abandonner. Cependant pouvoit-il ne pas craindre d'être enveloppé dans la ruine d'un prince auquel il donnoit plus de ſecours qu'il n'en recevoit? & devoit-il embraſſer le parti des deux couronnes qui s'intéreſſoient au rétabliſſement du prince Palatin?

Ce dernier parti paroiſſoit le plus ſûr. Car s'il s'opiniâtroit à courir juſqu'au bout la même fortune avec l'empereur,

l'empereur, il s'expoſoit à tout le reſſentiment de la France & de la Suède, qui le regardoient avec raiſon comme l'auteur, & comme le plus grand obſtacle à leurs projets. Si au contraire, il traitoit avec ces puiſſances, lorſqu'il méritoit encore d'être recherché, il pouvoit compter ſur des conditions avantageuſes, parce que ſa défection les rendoit arbitres de la paix. Mais c'étoit manquer à la reconnoiſſance; c'étoit démentir toute la conduite qu'il avoit tenue juſqu'alors. Se voyant donc encore en état de ſoutenir la guerre, il réſolut de demeurer fidèle à ſes engagemens, d'attendre quelque révolution, de retarder la paix, de regarder com-

me une dernière reſſource, l'alliance que la France lui offroit, & de ſe juſtifier au moins par la néceſſité où il ſe trouveroit réduit. On voit que Maximilien eſt dans une poſition à faire durer la guerre ou à la faire finir, ſuivant la conduite qu'il tiendra.

Les autres alliés de la maiſon d'Autriche avoient par eux-mêmes peu d'influence. Les électeurs de Cologne, de Mayence, & le duc de Neubourg paroiſſoient diſpoſés à ſuivre les impreſſions du duc de Bavière. Les électeurs de Saxe & de Brandebourg, & les ducs de Lunebourg avoient pris le parti de la neutralité. Les autres, trop foibles pour balancer les grandes

puiſſances, étoient entraînés malgré eux. Las d'une longue guerre, qui ruinoit leurs états, ils ne demandoient que la paix; & ſi la France & la Suède l'offroient, ils étoient prêts à ſe déclarer contre l'empereur pour le forcer à l'accepter. Ainſi Ferdinand avoit mis ſa reſſource dans l'eſpérance de diviſer ſes ennemis, & il voyoit ſon parti ſe détruire inſenſiblement par les diviſions.

Sans nous arrêter ſur les divers intérêts qu'un ſi grand nombre de princes avoit à diſcuter, nous ſaiſirons cette occaſion pour donner une idée du gouvernement de l'empire. La ſuite demande qu'on en ait au moins une connoiſſance générale.

Il ſeroit impoſſible de ſuivre le gouvernement de l'empire dans toutes les variations qu'il a ſouffertes. Il étoit de nature à varier continuellement, & ce ſera aſſez pour nous d'obſerver les changemens principaux, ſous les différentes périodes.

L'année 911 que mourut Louis IV, fils d'Arnoul & le dernier des deſcendans de Louis le Germanique, eſt l'époque où l'Allemagne ſe ſépara pour toujours de l'empire que Charlemagne avoit gouverné. La couronne de Germanie devint élective, & le droit d'élire appartint aux états, où le peuple étoit appelé : mais les évêques, les ducs & les comtes y avoient plus d'au-

torité, parce qu'ils étoient plus puiſſans.

Cette révolution eut des ſuites. On les remarque dans le cours de la première période, qui finit en 1024, à la mort de Henri II, dernier prince de la maiſon de Saxe. Les grands commencèrent à dépendre moins du ſouverain qu'ils avoient élu, & qui étoit obligé de les ménager pour conſerver la couronne dans ſa famille. Les duchés devinrent des chefs héréditaires : les empereurs eurent des vaſſaux dans les provinces, au lieu de gouverneurs ; & pour balancer la puiſſance de ces princes, les Ottons imaginèrent d'élever le clergé, & d'ériger en principautés des évêchés

& des abbayes; mauvaiſe politique, qui fut la ſource de bien des déſordres.

Les rois d'Allemagne, dans l'uſage de viſiter leurs provinces, ont été long-tems ſans avoir de réſidence fixe. C'eſt pourquoi on donna le titre de comtes aux magiſtrats, qui rendoient la juſtice, & qui les accompagnoient par-tout où ils tranſportoient leur cour. Le premier comte fut par cette raiſon nommé comte du palais ou palatin.

Il falloit donc, pour attendre le jugement d'un procès, voyager avec la cour, & paſſer ſouvent d'une extrémité de l'Allemagne à l'autre. Cet inconvénient fut ſans

doute cauſe, qu'on établit des comtes dans les provinces. Or, ces comtes devinrent de juges, gouverneurs, & de gouverneurs, vaſſaux.

Ces magiſtrats dans l'origine étoient choiſis parmi les hommes à qui l'âge donnoit ou ſuppoſoit de l'expérience. En conſéquence on les nomma *graves*, mot qui ſignifie gris. De-là viennent les margraves, les landgraves, les burgraves, &c. qui ne ſont que des eſpèces de comtes. Les margraves commandoient ſur les frontières; les landgraves dans des provinces, & les burgraves dans des villes & dans des châteaux. Pendant la première période, on

pouvoit déjà prévoir que les comtés ſeroient bientôt héréditaires.

Les diètes étoient l'aſſemblée des évêques, des abbés, des ducs, des comtes, de la nobleſſe & des députés du peuple. Elles éliſoient les rois, qui n'oſoient prendre le titre d'empereur, qu'après avoir été ſacrés par le pape. Elles faiſoient les loix, décidoient de la guerre & de la paix, & jugeoient les membres de l'empire.

Les rois de Germanie jouiſſoient de toutes les autres prérogatives de la ſouveraineté, comme de nommer aux principaux bénéfices, de convoquer les conciles & les diètes, de confirmer ou d'annuller l'élection des papes, de conférer

les fiefs vacans, de faire rendre la juſtice en leur nom dans toute l'étendue de l'empire, &c. Ils diſpoſoient ſur-tout de l'Italie.

Toute cette puiſſance s'évanouit preſque pendant la ſeconde période, qui finit en 1137, à la mort de Lothaire II, & qui comprend les princes de la maiſon de Franconie. Les évêques qui voulurent ſe rendre indépendans, les ducs qui les favorisèrent par leurs révoltes fréquentes, Grégoire VII qui les enhardit par ſes entrepriſes, les normands qui prirent les intérêts du ſaint-ſiège, & les comtés qui, pendant les troubles, devinrent abſolument héréditaires, ont été les cauſes de cette révolution.

Sous les princes de la maiſon de Souabe, qui rempliſſent la troiſième période, les querelles entre le ſacerdoce & l'empire, les factions des Guelfes & des Gibelins, & les ſchiſmes dans l'empire & dans l'égliſe portèrent les déſordres juſqu'aux derniers excès. L'autorité des papes s'accrut en Italie par la ruine de celle des empereurs : ils commencèrent à former des prétentions ſur la ſouveraineté de Rome : ils regardèrent l'empire comme un fief du ſaint ſiège : & ſi leurs ſuccès ne répondirent pas à toute leur ambition, ils ſe rendirent au moins redoutables à deux grands hommes, Frédéric I, ſurnommé Barberouſſe, & Frédéric II.

Il arriva bien des changemens dans cet intervalle. Les empereurs créèrent dans les duchés pluſieurs principautés, qui ne relevèrent que d'eux ſeuls. Pluſieurs villes, ſous leur protection, commencèrent à ſe ſouſtraire aux ducs & aux évêques. Les états formèrent des ligues pour veiller à leur ſûreté; & des peuples, en Allemagne & en Italie, tentèrent de ſe gouverner en républiques.

Mais dans la quatrième période, qui commence en 1524, à la mort de Conrad IV, fils de Frédéric II, il ſe fit encore de plus grandes révolutions. Ce fut un tems d'anarchie juſqu'en 1273, que Rodolphe de Habsbourg fut élevé à l'empire.

Guillaume, comte de Hollande, qu'une faction avoit élu roi des Romains en 1247, du vivant même de Frédéric, fut reconnu en 1244 & mourut en 1256. Il y avoit déjà long-tems que les évêques & les ducs, qui exerçoient les grandes charges de la couronne, s'étoient arrogé le droit de première élection, en ſorte que les diètes ne faiſoient que confirmer le choix qu'ils avoient fait. Dès le commencement de cette quatrième période, ils donnèrent l'excluſion à tous les autres princes, & leur choix n'eut plus beſoin d'être confirmé. Ils acquirent inſenſiblement ce droit pendant les troubles; parce que la difficulté de ſe rendre aux diètes, fit regarder comme un

avantage de ne pas s'y trouver: en effet, les brigands, qui infeſtoient tous les chemins, faiſoient une néceſſité de marcher avec une armée. Il n'y avoit déjà dans ce tems-là que ſept électeurs, qui étoient les archevêques de Mayence, de Cologne & de Trèves, le roi de Bohême, le duc de Bavière, comte palatin, le duc de Saxe, & le margrave de Brandebourg.

Ces électeurs achevèrent de ruiner l'autorité impériale. Comme ils s'étoient aggrandis par des uſurpations, ils s'accordèrent tous à la mort de Conrad, pour chercher parmi les princes étrangers, un chef qui fût dénué de forces en Allemagne: mais ils ſe partagèrent

ſur le choix. Les uns élurent Richard de Cornouailles, ſecond fils de Jean Sans-Terre & frère de Henri III, & les autres élurent Alphonſe le Sage, roi de-Caſtille.

La guerre des maures & la révolte des caſtillans ne permirent pas à celui-ci de s'éloigner de ſon royaume. Richard, ſans concurrent, fit trois voyages en Allemagne, où il répandit des tréſors. Il fut reconnu, tant qu'il eut de quoi donner : il perdit ſes partiſans, lorſqu'il n'eut plus rien ; & il mourut en Angleterre en 1271. Ce n'eſt pas ſans fondement que pluſieurs écrivains font commencer à la mort de Conrad, l'interrègne qui finit à l'élection de Rodolphe : car Guil-

laume & Richard n'ont eu qu'une ombre de ſouveraineté.

Cet intervalle eſt un tems d'anarchie, où le beſoin de veiller à la ſûreté publique, fut l'occaſion de pluſieurs établiſſemens nouveaux. Sur l'une & l'autre rive du Rhin, depuis Zurich juſqu'au-deſſous de Cologne, les princes & les villes ſe liguèrent pour leur défenſe commune. Les villes commerçantes conclurent une alliance, qui devint célèbre ſous le nom de ligue Hanſéatique. En Franconie, en Souabe & ſur le Rhin, les ſeigneurs ayant fait des confédérations particulières, ſe rendirent indépendans des ducs, de l'empereur, & relevèrent immédiatement de l'empire. Cette

nobleſſe ſe diſtingue par ſon *immédiateté*, de la nobleſſe ſoumiſe à quelques princes particuliers. Elle eſt antérieure à la quatrième période : mais il paroît au moins qu'elle dut alors ſe multiplier davantage. Elle eſt ſouveraine dans ſes terres : cependant elle n'a point de part au gouvernement de l'empire, & elle n'eſt jamais appelée aux diètes.

Si ces ſeigneurs devinrent indépendans, les princes les plus puiſſans de l'Allemagne achevèrent de s'arroger toutes les prérogatives de la ſouveraineté. Les électeurs firent plus, car ils ſe partagèrent preſque tous les domaines de la couronne. Les gouverneurs d'Italie ſe firent des principautés de leurs

gouvernemens : & les danois, les polonois & les hongrois ſe ſéparèrent de l'empire, & ceſsèrent d'en être tributaires.

C'eſt à ces tems de troubles qu'il faut remonter, pour appercevoir dans l'origine les divers droits des membres du corps germanique. Les abus qui s'introduiſirent alors, devinrent des droits inconteſtables pendant le cours de la cinquième période, que Rodolphe de Habsbourg commença. Ce prince fut trop foible pour recouvrer les terres & les prérogatives de la couronne. Il y eut enſuite des interrègnes, des guerres civiles, des empereurs qui ne s'occupèrent que de l'aggrandiſſement de leur famille. Les que-

relles entre le ſacerdoce & l'empire recommencèrent ſous Louis V & Charles IV : Wenceſlas & Robert I achevèrent de diſſiper les domaines de l'empire ; & Sigiſmond, qui finit la cinquième période, en 1337, ſe vit engagé dans la guerre des huſſites, après avoir donné tous ſes ſoins à faire ceſſer le grand ſchiſme. Pendant cet intervalle, les empereurs furent dans l'impuiſſance de recouvrer ce que leurs prédéceſſeurs avoient perdu, ou même ils ne parurent pas en avoir le deſſein. Les électeurs formèrent un collège particulier, auquel la bulle d'or confirma le droit d'élire le roi des Romains, & on diſtingua deux autres claſſes : celle des princes

& celle des villes libres. Cependant ces trois états ne formèrent qu'un ſeul corps dans les aſſemblées générales; & c'eſt dans la diète de Nuremberg, tenue en 1466, 1467, &c. qu'on les voit diſtribués pour la première fois en trois collèges différens.

La ſixième & dernière période commence avec le règne d'Albert II en 1437. La couronne impériale n'eſt plus ſortie de la maiſon d'Autriche: mais, juſqu'à Charles-Quint, l'empereur n'étoit proprement que le chef d'un corps de ſouverains. Les électeurs avoient alors la principale autorité: ils s'étoient arrogé preſque tous les droits, que les princes & les villes partageoient

auparavant dans les diètes : ils parurent même ſe les aſſurer, lorſqu'ils preſcrivirent des capitulations à Charles-Quint & à ſes ſucceſſeurs. Cependant ils furent au moment de ſe voir enlever ce qu'ils avoient eux-mêmes uſurpé ſur les deux autres collèges. Ainſi la ſouveraineté, qui avoit appartenu à la nation entière, ſe renfermoit peu-à-peu dans un petit nombre de membres, & paroiſſoit devoir un jour ſe trouver uniquement dans le chef.

Après tant de révolutions, le gouvernement étoit dans un vrai cahos. On réclamoit de toutes parts pour recouvrer des droits perdus, ou pour conſerver des droits uſur-

pés. D'un côté, les électeurs s'élevoient contre l'empereur, auquel ils reprochoient d'avoir violé ſa capitulation : de l'autre, expoſés aux plaintes des princes & des villes libres, qu'on n'appeloit preſque plus aux diètes que pour contribuer aux charges, ils s'uniſſoient à l'empereur, afin de diſpoſer avec lui de l'empire. Le luthéraniſme refuſoit de rendre ce qu'il avoit uſurpé : le calviniſme, auparavant exclu de l'Allemagne, s'y étoit établi, & vouloit s'y maintenir. Enfin chaque prince, chaque ville libre avoit à ſe plaindre, & formoit des prétentions. L'objet du corps germanique étoit donc de concilier, dans le traité de paix, les intérêts

des trois religions, ceux de tous les princes & ceux de toutes les villes impériales.

Après cet exposé, il est facile de saisir le plan que la France & la Suède se sont fait, pour attirer peu-à-peu dans leur parti tous les états de l'empire.

Elles déclarèrent n'avoir pris les armes que pour défendre la liberté germanique. Si les électeurs vouloient donc forcer Ferdinand à remplir les engagemens de sa capitulation, ils devoient s'unir à ces deux puissances, & les deux autres collèges devoient s'y unir encore, s'ils vouloient recouvrer les droits usurpés sur eux par les électeurs. Le corps de l'empire se divisoit

donc naturellement, & tous les membres devoient ſe détacher les uns après les autres.

Mais, dira-t-on, comme la France ſongeoit à conſerver la meilleure partie de ſes conquêtes, le deſſein de la Suède étoit de ſe faire un établiſſement dans l'Allemagne, en acquérant la Poméranie, l'archevêché de Bremen, les évêchés de Verden, d'Halberſtadt, d'Oſnabruck & de Minden. Voilà le vrai motif pour lequel elles avoient pris les armes l'une & l'autre; & la liberté de l'empire n'étoit qu'un prétexte, qui ne pouvoit tromper perſonne. Il eſt vrai: mais comme ce prétexte étoit l'unique moyen de remplir leur objet, il devenoit

partie de l'objet même, & par conſéquent, le corps germanique trouvoit ſon intérêt à traiter avec elles. Il devoit appuyer leurs prétentions pour ſoutenir les ſiennes, & former une ligue où toutes les puiſſances ſe garantiroient mutuellement ce qu'elles auroient acquis ou recouvré. D'un côté, la Suède offroit ſa protection aux proteſtans; de l'autre, la France offroit la ſienne aux catholiques qui ſe déclaroient neutres. Ni les uns ni les autres ne s'intéreſſoient à Ferdinand: les électeurs, les princes, les villes, tous vouloient s'enrichir de ſes dépouilles. Ils n'attendoient pour l'abandonner, que le moment où ils ceſſeroient de le craindre. Il ne falloit

falloit donc qu'achever d'épuiſer ſes forces, pour lui faire perdre les alliés qui lui reſtoient ; & le ſuccès de la négociation dépendoit du ſuccès des armes.

La France, qui s'étoit contentée juſqu'alors de faire des conquêtes ſur ſes frontières, adopta le projet de la Suède, qui vouloit qu'on établît le théâtre de la guerre dans les provinces, d'où l'empereur tiroit tous ſes ſecours ; c'eſt-à-dire, dans les états héréditaires & dans la Bavière. Elle ſe propoſoit ſur-tout d'attaquer vigoureuſement Maximilien, & d'offrir en même tems de lui conſerver le haut Palatinat & la dignité électorale. Elle vouloit le faire entrer dans ſes vues,

en lui faisant une nécessité d'accepter les avantages qu'elle lui offroit. L'habileté des généraux paroissoit répondre du succès de cette négociation. Il ne falloit pas de foibles efforts pour dépouiller l'empereur de l'autorité qu'il s'arrogeoit, pour le réduire à n'être plus que le chef de l'empire, & pour forcer la maison d'Autriche à renoncer à tant de provinces qu'on prétendoit lui enlever. Tels étoient les intérêts & les vues des principales puissances. Il est aisé de voir qu'on étoit loin de conclure encore, quoique les plénipotentiaires eussent ouvert le congrès.

CHAPITRE II.

Du traité de Weſtphalie, ou des négociations faites à Munſter & à Oſnabruck.

LA Suède voulut traiter ſans l'entremiſe d'aucun médiateur ; les autres puiſſances acceptèrent la médiation du pape, qui ſe bornoit à la réconciliation des princes catholiques, & celle de la république de Veniſe, qui ſe propoſoit de réconcilier toutes les puiſſances. Ces deux médiateurs n'étoient pas tout-à-fait ſans partialité ; car l'un & l'autre ne pouvoient voir ſans indifférence les arrangemens qu'on prendroit par rapport à l'Italie ; &

le pape devoit ſur-tout favoriſer les catholiques d'Allemagne. D'ailleurs, de quelle utilité étoit une médiation, qui ſe bornoit aux catholiques? Etoit-il poſſible de donner la paix à l'Europe, ſans s'occuper des intérêts des proteſtans? Auſſi ces deux médiateurs finirent-ils par être les ſimples ſpectateurs de la négociation.

Il y avoit déjà pluſieurs mois que le nonce Fabio Chigi & Louis Contarini, noble vénitien, s'étoient rendus au lieu du congrès, avec les plénipotentiaires de France, de Suède, de Vienne & de Madrid. Les envoyés de Portugal & de Catalogne s'y trouvoient auſſi: mais comme Philippe & Ferdinand

n'avoient pas voulu leur accorder des ſauf-conduits, ils y étoient venus ſans titre, & ils n'y paroiſſoient qu'à la ſuite des miniſtres de France & de Suède. Les députés des Provinces-Unies n'étoient pas encore arrivés.

Les plénipotentiaires étoient, pour la France, les comtes d'Avaux & de Servien; pour la Suède, le baron Oxenſtiern, fils du chancelier, & Salvius; pour l'empereur, le comte de Naſſau-Hedamar & Iſaac Volmar, juriſconſultes; pour l'Eſpagne, le comte de Diego de Saavedra & Antoine Brun.

Nous ne parlerons point des difficultés que le cérémonial fit naître: de pareils détails ſeroient une perte

de tems pour nous, comme pour les négociateurs. Il nous ſuffira de dire un mot des principaux obſtacles, qui retardèrent pendant pluſieurs mois l'ouverture du congrès.

Le premier s'offrit, lorſqu'il fut queſtion d'échanger les pleins pouvoirs. Ils ſe trouvèrent tous défectueux, c'eſt-à-dire, que de part & d'autre on voulut les trouver tels, parce qu'on ne ſongeoit point encore à traiter de bonne foi. On conteſta donc comme ſur les ſaufconduits, on gagna du tems, & chacun crut gagner beaucoup.

Ce ſecond obſtacle vint des artifices de la maiſon d'Autriche pour diviſer ſes ennemis : artifices employés tant de fois ſi inutilement,

& qui furent encore ſans effet.

Le troiſième enfin avoit pour cauſe la lenteur des états de l'empire à députer au congrès. La diète de Francfort duroit encore, & le collège des villes paroiſſoit diſpoſé à ſe ſéparer de l'empereur, pour traiter de ſes intérêts à Munſter ou à Oſnabruck. Le comte d'Avaux, les plénipotentiaires de Suède & le landgrave de Heſſe, voulant affermir les villes dans cette réſolution, adreſsèrent à tous les membres de la diète, des lettres circulaires, par leſquelles ils leur repréſentoient leurs droits, & les invitoient à ſe rendre au congrès. Cette invitation tendoit à réunir tous les états de l'empire, & à les faire

juges des différens qu'ils avoient avec Ferdinand. Quelques-uns, retenus par la crainte, n'osèrent encore ſe déclarer; mais le grand nombre réſolut de forcer l'empereur à conſentir que les trois collèges, chaque prince & chaque ville libres envoyaſſent leurs députés. Il n'y eut que les électeurs qui s'y opposèrent ouvertement, parce qu'ils vouloient ſe réſerver le droit de décider ſeuls de la guerre & de la paix.

Ferdinand auroit voulu parer le coup qu'on lui portoit. Cependant il ne pouvoit pas conteſter aux princes & aux villes le droit d'aſſiſter au congrès. Il n'oſoit donc pas ſe plaindre de l'invitation qu'on

leur avoit faite : il ſe plaignit ſeulement de quelques termes peu ménagés de la lettre du comte d'Avaux. Il excita la jalouſie des électeurs contre les deux autres collèges : il eſſaya de prouver que les différens de l'empire ne pouvoient être traités que dans une diète ; & il publia qu'il ſe propoſoit d'en convoquer une pour les régler. Cependant plus il faiſoit d'efforts, plus il perſuadoit aux états, combien il leur étoit avantageux de ſe rendre aux invitations des plénipotentiaires. En effet, ils n'auroient pas trouvé dans une diète la protection qu'on leur offroit à Munſter & à Oſnabruck. Cette vérité étoit ſenſible ; & comme ils

paroiſſoient ébranlés, la France & la Suède achevèrent de les déterminer par de nouvelles lettres, dans leſquelles ces deux couronnes affectèrent de montrer beaucoup de zèle pour la paix, & de ſe plaindre des obſtacles que la maiſon d'Autriche y faiſoit naître.

Cependant la conteſtation ſur les pleins pouvoirs duroit encore: on ne penſoit pas que la négociation dût commencer ſi-tôt : & les députés des états de l'empire ne ſe preſſoient pas de ſe rendre à Munſter & à Oſnabruck, lorſque le ſuccès des armes de la France & de la Suède força l'empereur à montrer plus de diſpoſition pour la paix. Les pleins pouvoirs ne

ſouffrirent plus de difficultés : on convint des changemens qu'on y feroit ; on publia que la négociation alloit commencer : & , du conſentement des plénipotentiaires, les médiateurs aſſignèrent le 4 décembre 1644, pour faire, de part & d'autre, les premières propoſitions.

Au jour marqué, les plénipotentiaires remirent leurs propoſitions aux médiateurs. Les impériaux & les eſpagnols offrirent la paix, à condition qu'on reſtitueroit toutes les conquêtes ; & on faiſoit obſerver, au nom de Philippe, que c'étoit en conſidération de ce que la reine régente ſa ſœur, & Louis XIV ſon neveu, n'avoient eu au-

cune part aux commencemens de la guerre.

Cet égard & cette reſtitution parurent également ridicules aux françois, qui ne jugeoient pas devoir tout abandonner, après avoir ſoutenu une guerre auſſi diſpendieuſe. Ils rappeloient les uſurpations que l'Eſpagne, dans ſes tems de proſpérité, avoit faites ſur la France; & ils demandoient qu'avant d'exiger qu'on lui rendît quelque choſe, elle reſtituât tout ce qu'elle retenoit injuſtement.

En même tems les impériaux & les eſpagnols éclatèrent, lorſqu'ils apprirent que les françois & les ſuédois, au lieu d'entrer en matière, n'avoient propoſé qu'un préliminaire.

liminaire. Ils crurent avoir trouvé l'occaſion de les convaincre de ne chercher qu'à retarder la paix. Ce reproche ne paroiſſoit pas ſans fondement : car les deux couronnes s'étoient bornées à demander enſemble, qu'on attendît les états de l'empire, & qu'on fît de part & d'autre des inſtances pour les preſſer de ſe rendre au congrès. La France demandoit même encore que l'empereur rendît la liberté à l'électeur de Trèves, afin que ce prince pût ſe trouver à l'aſſemblée par lui-même ou par ſes députés.

Le parti de la maiſon d'Autriche répondoit, que ſi les états refuſoient de ſe hâter, ou même de venir, ce n'étoit pas une raiſon pour re-

tarder la négociation, ou pour la rompre. A quoi on repliquoit, que puiſqu'on avoit pris les armes pour ſoutenir les droits des états, on ne pouvoit rien conclure ſans eux; & que leur conſentement étoit néceſſaire pour aſſurer l'exécution du traité. Il eſt vrai qu'on pouvoit d'abord le conclure, & exiger enſuite qu'il fût ratifié dans une diète générale. C'eſt ce qu'on propoſoit: mais cette propoſition n'agréoit ni à la Suède ni à la France. Dans une diète, les états auroient agi ſéparément, après coup, & avec moins de liberté. Dans le congrès, au contraire, ils ſeroient d'autant plus libres qu'ils dépendroient moins de l'empereur; ils traiteroient con-

jointement avec les deux couronnes; ils auroient avec elles un même intérêt; & ils leur ſeroient favorables, afin d'en être protégés. Pendant qu'on agitoit avec de bonnes & mauvaiſes raiſons, ſi on les attendroit, on les attendoit en effet. Il en étoit déjà venu un grand nombre : & on auroit pu commencer, ſi le cérémonial, qu'il falloit régler, n'avoit pas donné le tems d'en attendre d'autres encore.

Plus les deux couronnes invitoient les états, plus l'empereur faiſoit d'efforts pour les exclure de la négociation. Il eût au moins voulu n'y admettre que les électeurs : mais il fut encore obligé

de céder aux deux autres collèges, qui ſe voyoient trop bien ſoutenus pour abandonner leurs droits.

Il ne lui reſtoit plus qu'à régler la forme des délibérations, de manière que toute l'autorité des états fût confiée aux électeurs, qui avoient des intérêts communs avec lui. C'eſt ce qu'on ne lui permit pas de faire. Les princes & les villes libres, réſolus de jouir de tous les droits du collège électoral, ne jugèrent pas à propos de ſe conformer à ce que Ferdinand voulut leur preſcrire. Il fut arrêté que l'aſſemblée auroit la même autorité qu'une diète générale; & que tous les états, qui avoient droit de ſuffrage, y délibéreroient en la manière

accoutumée. On conteſta long-tems avant de décider, ſi les trois collèges s'aſſembleroient à Munſter ou à Oſnabruck, s'ils ſe partageroient entre ces deux villes, ou s'ils ſe tranſporteroient dans quelqu'autre ville voiſine. Les députés ne convenoient point entr'eux ſur ce ſujet; & comme les ſuédois auroient voulu entraîner tous les états à Oſnabruck, les françois vouloient les attirer à Munſter. Enfin l'avis du comte d'Avaux prévalut. Il fut réglé, comme il le propoſoit, que chacun des trois collèges ſeroit partagé dans les deux villes; que les catholiques & les proteſtans s'établiroient en égal nombre dans Munſter & dans Oſnabruck; &

qu'ils auroient cependant la liberté de paſſer quelquefois de l'une à l'autre ville, afin de ſe concerter ſur l'objet des délibérations.

Si tous les catholiques s'étoient rangés d'un côté, & tous les proteſtans de l'autre, diſoit ce miniſtre, il auroit été difficile d'éviter les contrariétés qui devoient naître des intérêts oppoſés des deux religions. Il avoit demandé que les députés proteſtans vinſſent en plus grand nombre à Munſter, afin qu'ils y puſſent ſoutenir avec plus de force leurs intérêts, que les ſuédois ſeuls pouvoient ſuffiſamment défendre à Oſnabruck; & il ajoutoit que la France ſeroit bien aiſe de les avoir pour témoins de la droi-

ture de ſes intentions, & du zèle avec lequel elle ſe propoſoit de ménager leurs avantages. Des motifs auſſi honnêtes concilièrent tous les partis ; & tout ayant été arrêté, le congrès fut regardé comme une diète générale de l'empire. C'eſt ce que les deux couronnes deſiroient depuis long-tems, & ce que l'empereur avoit toujours craint.

L'empereur avoit rendu la liberté à l'électeur de Trèves, & il étoit arrivé un grand nombre de députés à Munſter & à Oſnabruck. Il n'y avoit donc plus de prétexte pour différer la négociation. Les ſuédois paroiſſoient eux-mêmes fort empreſſés de l'entamer. Ils ſe trouvoient dans une conjoncture avan-

tageuſe. Les ſuccès de leurs généraux, Wrangel & Koniſmarck, avoient forcé le roi de Danemarck à la paix; & Torſtenſon, ayant enſuite tourné ſes armes contre les impériaux, étoit entré en Bohême, & avoit remporté à Janowitz une victoire, qui lui ouvroit tous les pays héréditaires.

Mais la France craignoit de donner trop d'avantages à la Suède, ſi l'on ſe hâtoit de traiter dans de pareilles circonſtances. Quoique l'objet des deux couronnes fût également de rétablir la liberté du corps germanique, en diminuant la puiſſance de la maiſon d'Autriche; elles avoient néanmoins chacune des vues particulières, qui

pouvoient difficilement ſe concilier. Si les françois ſoutenoient qu'on pouvoit aſſurer la liberté de l'empire, ſans ſacrifier aucune des deux religions, les ſuédois ſe propoſoient au contraire, d'abaiſſer les catholiques pour élever les proteſtans, perſuadés que les catholiques ſeroient toujours attachés aux autrichiens. Il étoit donc à craindre que, ſecondés de tous les princes proteſtans, comme ils devoient l'être, ils ne ſe prévaluſſent de la ſupériorité que leur donnoit la victoire de Janowitz, & qu'ils n'obtinſſent par le traité de trop grands avantages au préjudice de la France. C'eſt pourquoi les françois jugeoient devoir ſuſpendre, juſqu'a

ce qu'ils puſſent balancer les ſuccès de leurs alliés.

Ces deux puiſſances avoient même des raiſons communes pour retarder encore. Les avantages qu'elles ſe propoſoient d'obtenir, étoient de nature à ne pouvoir être demandés qu'avec beaucoup de ménagement : car leurs prétentions ſur tant de provinces devoient ſoulever le corps germanique, qui ne pouvoit pas conſentir volontiers au démembrement de l'empire. Il s'agiſſoit donc de ſonder les eſprits, de les préparer adroitement, de les conduire par de longs détours. Tout cela demandoit du tems & un grand concert. Cependant comme elles vouloient paroître répondre

à l'impatience de l'Europe, leurs plénipotentiaires promirent de donner, & donnèrent en effet leurs propoſitions le jour de la Trinité, qui tomboit cette année le 18 juin 1641. Alors la France étoit humiliée par la défaite de Turenne, que Merci avoit ſurpris à Mariendal. C'étoit la première faute de ce grand capitaine. Il la répara bien dans la ſuite, & ce fut la dernière de cette eſpèce.

Les principales conditions que les deux couronnes mirent à la paix, étoient : 1°. Que toutes choſes ſeroient rétablies dans l'empire au même état, où elles étoient en 1618, avant le commencement de la guerre. C'étoit demander que

l'empereur rendît le royaume de Bohême électif, & que le duc de Bavière reſtituât le haut Palatinat & la dignité électorale.

2°. Que tous les princes & états de l'empire ſeroient rétablis dans leurs anciens droits, prérogatives, libertés & priviléges; que par conſéquent ils jouiroient de tous les droits de ſouveraineté, du droit de ſuffrage dans les diètes, & du droit de faire des confédérations pour leur sûreté, tant entr'eux qu'avec les princes voiſins.

3°. Qu'on ne pourroit ni porter de nouvelles loix, ni interpréter les anciennes; ni faire la guerre, la paix ou des alliances; ni impoſer des tributs aux états, ni priver

un prince de ſa dignité ou de ſes biens, &c. que par le ſuffrage libre & le conſentement de tous les états dans une aſſemblée générale.

4°. Que toutes les anciennes conſtitutions de l'empire, & particulièrement la bulle d'or, ſeroient obſervées religieuſement, ſur-tout, dans l'élection du roi des Romains, & qu'on ne procéderoit jamais à cette élection pendant la vie des empereurs, parce que cet abus perpétue la dignité impériale dans une ſeule famille, en exclut tous les autres princes, & anéantit le droit des électeurs.

5°. Qu'outre les précautions générales qu'on prendroit pour la ſûreté du traité, on ordonneroit

aux deux couronnes & à leurs alliés une ſatisfaction, & une récompenſe aux milices étrangères qui ont ſervi dans leurs armées; & que la ſatisfaction devoit être telle, qu'elle fût un dédommagement pour le paſſé, & une sûreté pour l'avenir.

Les états de l'empire ne pouvoient qu'applaudir à des propoſitions, qui faiſoient de leurs intérêts le premier objet du traité. Ils auroient pu avoir quelque inquiétude ſur ce que les deux couronnes entendoient par leur ſatisfaction. Mais puiſqu'elles paroiſſoient ne vouloir rien obtenir pour elles, qu'après qu'ils auroient eux-mêmes été rétablis dans leurs droits, il étoit

naturel qu'ils s'occupaſſent des avantages qu'on leur offroit, & qu'ils ſe ſentiſſent même portés à favoriſer dans la ſuite les prétentions de la France & de la Suède. Lorſqu'ils ſe ſeront familiariſés avec des idées qui les flattent, il ſera difficile qu'ils y renoncent. Ils aimeront mieux ſacrifier des provinces aux dépens de Ferdinand; & ce ſera le moment que les françois & les ſuédois pourront prendre pour s'expliquer. Il faut néanmoins remarquer que ces deux puiſſances ne paroiſſent embraſſer, & n'embraſſeront en effet, les intérêts du corps germanique, que parce qu'elles les regardent comme un moyen d'obtenir ce qu'elles deſirent, & comme

l'unique garantie qui peut leur en assurer la possession. Jusques là, elles soutiendront leurs premières demandes ; mais au-delà, elles se relâcheront à proportion que leurs ennemis se rendront plus faciles à leur égard : elles en sont même convenues.

Il est aisé d'imaginer combien l'empereur & ses partisans furent offensés du projet d'anéantir l'autorité impériale. Aussi relevèrent-ils, dans les propositions, tout ce qui pouvoit donner lieu à la critique. Les médiateurs eux-mêmes y trouvèrent à redire. En effet, ce n'étoit pas avancer le traité que de parler vaguement d'une satisfaction, sans s'expliquer sur ce

qu'on demandoit. Si l'Europe s'étoit flattée d'une paix prochaine, en apprenant que les deux couronnes avoient donné leurs propoſitions, cette eſpérance s'évanouit bientôt; &, comme le diſoit le chancelier Oxenſtiern, il reſtoit encore bien des nœuds qu'on ne pourroit couper qu'avec l'épée.

La France eut ſur l'Eſpagne des avantages qui firent oublier la perte de la bataille de Mariendal. En Flandre, les maréchaux de Gaſſion & de Rantzau, ſous le commandement du duc d'Orléans, enlevèrent pluſieurs places, & le prince d'Orange ſe rendit maître de Hulſt. En Catalogne, le comte du Pleſſis-Praſlin avoit fait le ſiege

de Roſes, qui capitula après quarante-neuf jours de tranchée ouverte, & qui rendit la communication libre entre la Catalogne & le Rouſſillon. Le comte d'Harcourt, qui tenoit la campagne, prit enſuite Agrammont & S. Annais, gagna la bataille de Liorens, & s'empara de Balaguer. Enfin les eſpagnols furent battus par les portugais, & contraints de lever le ſiege d'Elvas.

D'un autre côté, le duc d'Enguien paſſa le Rhin auprès de Spire, & ſe joignit au vicomte de Turenne, dont l'armée avoit été renforcée par les heſſois & par les ſuédois, ſous les ordres du général Geis & de Konigſmarck. Ce prince s'ap-

procha du Danube, en ſe rendant maître de Wimpfen & de Rotenbourg. Il ſe propoſoit d'entrer dans la Bavière, ou de revenir ſur Hailbron, lorſqu'il fut abandonné des ſuédois, qui craignoient vraiſemblablement qu'une victoire en Allemagne ne donnât trop d'avantage aux plénipotentiaires françois. Malgré la défection de Konigſmarck, le duc gagna la bataille de Nordlingen, dans laquelle le général Merci perdit la vie. Peu après, le vicomte de Turenne prit Trèves, & rétablit l'électeur, que les eſpagnols avoient dépouillé.

Ces ſuccès ne hâtoient pas la négociation : les comtes d'Avaux & de Servien avoient refuſé d'ex-

pliquer l'article de la ſatisfaction, ſous prétexte qu'ils étoient obligés d'attendre l'arrivée de Henri d'Orléans, duc de Longueville. Le cardinal envoyoit ce prince à Munſter, pour donner plus d'éclat à l'ambaſſade, & pour éloigner en même tems de la cour un eſprit capable d'y former des intrigues. A l'arrivée du duc de Longueville, les plénipotentiaires ne s'expliquèrent pas davantage, & on vit naître ſeulement de nouvelles conteſtations ſur le cérémonial. Peu de jours après, arriva le premier ambaſſadeur d'Eſpagne, Don Gaſpard Bracamonte, comte de Pegnaranda; & on attendoit de Vienne, Maximilien, comte de Trautmansdorff,

miniſtre qui avoit toute la confiance de l'empereur. Ces mouvemens faiſoient préſumer qu'on ſongeoit ſérieuſement à la paix.

Il ne reſtoit plus qu'un prétexte aux françois & aux ſuédois pour différer l'explication qu'on leur demandoit : c'eſt qu'on n'avoit pas encore répondu à leurs propoſitions. Or les impériaux leur enlevèrent cette dernière reſſource. Le 25 ſeptembre ils aſſemblèrent avec beaucoup d'appareil tous les députés des trois collèges ; & ils leur communiquèrent leur réponſe, en les invitant à donner leur avis ſur chaque article. C'étoit reconnoître également dans tous les états le droit d'opiner ſur les affaires les

plus importantes de l'empire, & les déclarer juges dans leur propre cauſe. Si par conſéquent les princes & les villes avoient été juſqu'alors opprimés par les empereurs & par les électeurs, ils parurent ce jour-là avoir recouvré leur ancienne liberté. Ces états ſe crurent déjà libres; & pleins de cette idée, ils ſe regardèrent comme les maîtres de la négociation : car après avoir délibéré s'ils donneroient leurs avis, avant que la réponſe fût communiquée aux françois & aux ſuédois, ils jugèrent devoir permettre de la communiquer ſur-le-champ; déclarant néanmoins qu'ils ne prenoient ce parti que pour avancer la négociation, & que les choſes de-

meureroient indéciſes juſqu'à ce qu'ils euſſent donné leur avis.

La réponſe de l'empereur ne faiſoit pas eſpérer de pouvoir ſi-tôt conclure. Bien loin d'accorder une ſatisfaction aux deux couronnes & à leurs alliés, ce prince en demandoit une pour lui-même. Il paroiſſoit diſpoſé à faire des ſacrifices aux proteſtans, ce qui déplaiſoit aux médiateurs, & ce que les françois vouloient au moins paroître déſapprouver. Enfin il ne refuſoit rien aux états de l'empire. Mais il ajoutoit des clauſes, dont il pouvoit ſe prévaloir un jour.

Les députés des états avoient à traiter des intérêts politiques, ſoit généraux, ſoit particuliers, & des

intérêts de religion. Ils ne s'accordèrent que ſur les choſes générales; & il reſta des articles ſur leſquels il étoit difficile ou même impoſſible qu'ils euſſent un avis commun. La religion fit, ſur-tout, naître de grands ſujets de conteſtation, les proteſtans ſe plaignant d'avoir été toujours opprimés par les catholiques, & les catholiques ſe plaignant des uſurpations que les proteſtans avoient faites.

Cependant au milieu de ces conteſtations, les états s'applaudiſſoient d'avoir été pris pour juges; l'empereur ſe ſavoit gré d'avoir eu cette condeſcendance pour eux, parce qu'il prévoyoit qu'il ne ſeroit pas ſi-tôt jugé; & les deux couronnes

ronnes n'étoient pas fâchées de voir naître des incidens qui retardoient la négociation, ſans qu'on pût leur faire aucun reproche.

Chacun ſe voyoit donc dans des conjonctures favorables, & tout le monde étoit content. Les états ſe flattoient de tout obtenir, parce qu'ils voyoient l'empereur dans la néceſſité de les ménager; & l'empereur comptoit ſur les états, qui ſe bornant à diſputer ſur leurs propres intérêts, ne parloient de la ſatisfaction des françois & des ſuédois, que comme d'une choſe, à laquelle ils prenoient fort peu de part. Mais cette indifférence ne donnoit pas d'inquiétude aux deux couronnes: car elles jugeoient avec

raiſon, que les états ne trouveroient de sûreté, qu'autant qu'ils traiteroient conjointement avec elles; & elles attendoient le moment où ſe joignant à elles, ils ſeroient favorables à la ſatisfaction qu'elles voudroient obtenir.

Il s'agiſſoit enfin de s'expliquer ſur cette ſatisfaction, & c'eſt un point ſur lequel les deux couronnes commençoient à ſe faire des intérêts différens. Comme les prétentions de l'une pouvoient nuire aux prétentions de l'autre; plus chacune des deux vouloit obtenir, plus elle craignoit de trouver d'obſtacles dans ſon alliée. C'eſt pourquoi de part & d'autre les plénipotentiaires s'obſervoient, & ne s'ouvroient

pas encore; les ſuédois étoient ſurtout plus circonſpects, parce qu'ils avoient de plus grandes difficultés à vaincre.

A la fin cependant on ſe devina; on connut même les diſpoſitions du public, qui, jugeant que la ſatisfaction ſe feroit aux dépens de la maiſon d'Autriche, ſacrifioit volontiers à la paix les intérêts de cette maiſon. On ne fut donc plus dans le cas de faire un myſtère de ſes deſſeins, & au commencement de 1646 les deux couronnes, de concert, déclarèrent aux impériaux ce qu'elles exigeoient chacune pour leur ſatisfaction. La France demandoit la haute & baſſe Alſace, y compris le Sundgaw, Briſach &

le Briſgaw, les villes foreſtières, Philiſbourg, & les lieux néceſſaires pour aſſurer la communication de cette place avec la France. La Suède demandoit la Poméranie entière, ou la moitié avec la Siléſie; & de plus Cammin, Wiſmar, Poel, le château de Walfiſch, ou de la Baleine, Warnemonde, Bremen & Verden. Nous paſſons pour le préſent ſous ſilence les autres articles, & nous n'en parlerons dans la ſuite, qu'autant que nous y ſerons obligés pour donner une idée générale de cette négociation. En effet il nous ſuffit de conſidérer l'objet, qui faiſoit le principal ou même l'unique obſtacle au traité. Or, ſi la France & la Suède avoient obtenu

une ſatisfaction telle qu'elles la vouloient, elles ſe ſeroient volontiers relâchées ſur tout le reſte.

C'eſt ſur les domaines de la maiſon d'Autriche qu'il s'agiſſoit de prendre la ſatisfaction de la France. Ainſi ce démembrement, ſans rien coûter aux princes de l'empire, affoibliſſoit l'unique puiſſance qu'ils redoutoient. Ils pouvoient même regarder comme un avantage pour eux, que la France, s'étendant juſques ſur le Rhin, pût au beſoin les défendre contre les entrepriſes des empereurs. Ferdinand paroiſſoit enfin diſpoſé à tout ſacrifier pour la paix : & quoique l'Eſpagne, qui ne pouvoit le ſecourir, l'en détournât, le duc de Bavière, qui

l'avoit toujours ſi bien défendu, l'invitoit à céder.

La ſatisfaction de la Suède ſouffroit de grandes difficultés. Car la Pologne & le Danemarck ne devoient pas ſouffrir que les ſuédois euſſent en Allemagne un établiſſement auſſi conſidérable; & l'électeur de Brandebourg s'y oppoſoit encore davantage, parce qu'il avoit ſur la Poméranie des droits qu'on ne pouvoit lui conteſter. Pour avoir ſon conſentement, il falloit le dédommager aux dépens de l'empereur ou de l'égliſe. Le ſecond moyen étoit ſeul au gré de Ferdinand : mais la France ne l'approuvoit pas, les médiateurs s'y oppoſoient, & tous les catholiques le

rejetoient avec ſcandale. C'eſt par cette raiſon même que les ſuédois le préféroient : car ce démembrement des biens de l'égliſe entroit dans le plan qu'ils s'étoient fait, de mettre au moins une égalité parfaite entre les proteſtans & les catholiques. Par ce plan ils entretenoient en Allemagne les guerres de religion. Les françois au contraire aſſuroient la paix, parce que, ſans diſtinction de catholiques & de proteſtans, ils ſe propoſoient de faire une ligue générale de tous les membres du corps germanique.

Les députés, à qui les impériaux communiquèrent la replique des deux couronnes, décidèrent qu'il n'étoit dû aucune ſatisfaction, &

prononcèrent en général contr'elles ſur tous les articles. Le grand nombre étoit donc favorable à l'empereur, ſoit qu'ils le craigniſſent encore ou qu'ils fuſſent gagnés par des promeſſes : ſoit qu'ils ſe cruſſent déſormais en état de défendre eux-mêmes leur liberté ; ſoit qu'ils euſſent quelque honte à ſouffrir que des puiſſances étrangères donnaſſent la loi dans l'empire ; ſoit enfin que les catholiques préviſſent combien la paix coûteroit à l'égliſe, ſi on l'achetoit des ſuédois. Cela fait voir que l'empereur auroit pu ſe ménager un parti puiſſant.

Les françois & les ſuédois ne regardèrent pas cette déciſion comme un jugement ; ils ſe flattèrent

de ramener les uns par les avantages qu'ils leur offriroient dans le cours de la négociation, & de laſſer les autres en continuant la guerre avec vigueur.

Le comte de Trautmanſdorff, d'un eſprit ferme & ſolide, avoit encore une réputation de probité, qu'il ſoutenoit par un caractère franc & honnête. Peut-être cet habile miniſtre eut-il raccommodé les affaires de l'empereur, s'il en eût été chargé plutôt: mais alors elles étoient déſeſpérées. Le premier objet de ſon inſtruction & ſur lequel il ne ſe flattoit pas de réuſſir, étoit de réconcilier Ferdinand avec tout le corps germanique, & de réunir toute l'Allemagne pour chaſ-

ſer les françois & les ſuédois. Afin de préparer l'exécution de ce projet, on répandit, à ſon départ de Vienne, qu'il alloit au congrès avec des pleins pouvoirs pour ſatisfaire entièrement tous les états de l'empire. Mais plus ces promeſſes étoient grandes, plus elles parurent ſuſpectes, & les états n'eurent garde de donner dans le piège, jugeant bien qu'ils ne ſeroient plus ménagés, lorſque les puiſſances qui les protégeoient, ceſſeroient d'être redoutables.

Ce premier projet ayant échoué, il ſe propoſoit de tout ſacrifier juſqu'aux intérêts de la religion, pour gagner les proteſtans, & détacher la Suède de la France. Ce ſecond

projet n'eut plus de ſuccès. Les ſuédois demeurèrent fermes dans leur ancienne alliance, & ſe montrèrent plus difficiles, à meſure que l'empereur parut ſe relâcher davantage avec eux. Cependant la France & la Suède faiſoient de nouveaux préparatifs pour la campagne de 1646; Ferdinand craignoit la continuation de la guerre; & il ne reſtoit plus d'autre reſſource que de négocier avec les françois pour eſſayer de conclure une paix générale.

Avant de faire cette démarche, Trautmanſdorff aſſembla les députés des états, & leur demanda s'il étoit dû une ſatisfaction à la France. Il comptoit ſe prévaloir de l'em-

pire, pour porter au moins les françois à se relâcher. Ses espérances furent trompées : car excepté les députés d'Autriche, de Bourgogne & de l'archiduc Léopold, tous opinèrent en faveur de la France.

Alors il fit faire des offres par les médiateurs, & la négociation commença : cependant comme il n'offroit pas encore tout ce qu'il se proposoit de céder, la France insistoit sur tout ce qu'elle avoit d'abord demandé, & quoiqu'elle se fût aisément contentée de l'Alsace & de Brisach, elle appuyoit avec la même chaleur sur les articles qui étoient le plus indifférens, & paroissoit n'en vouloir abandonner aucun.

L'année

L'année précédente 1645, le cardinal avoit commencé une négociation avec le duc de Bavière, dans le deſſein de le détacher de l'empereur. Il offrit de lui conſerver le haut Palatinat avec la dignité électorale, & il propoſoit de créer un huitième électorat pour le Palatin, auquel on reſtitueroit le bas Palatinat. Cet expédient concilioit, autant qu'il étoit poſſible, les intérêts de ces deux princes. En rétabliſſant l'un, la France affermiſſoit la paix dans l'empire; & elle s'attachoit l'autre, en lui conſervant ce qu'il avoit acquis.

Dès-lors la cour de France & la cour de Bavière commencèrent à ſe ménager. Si Maximilien ne

pouvoit prendre ſur lui d'abandonner l'empereur, il ſe propoſoit au moins d'uſer de ſon autorité pour le porter à la paix, & le déterminer à donner une ſatisfaction à la France. Il entra donc dans les vues du cardinal, ſans néanmoins s'engager trop avant. On ne ſavoit donc ſur quoi compter. En effet ſes diſpoſitions varioient comme la fortune. Après la défaite de ſes troupes à Nordlingen, il fit à la France les diſpoſitions les plus avantageuſes : & il commença bientôt à changer de langage, parce qu'il eut à ſon tour quelques ſuccès.

Cependant ſon âge avancé lui faiſoit deſirer la paix : parce que

ſi la mort le ſurprenoit pendant la guerre, il ne ſavoit plus ce qu'il laiſſoit à ſes enfans. Il entra donc dans la négociation que Trautmanſdorf avoit entamée, & pour la hâter il menaça d'abondonner les impériaux, ſi avec l'Alſace qu'ils offroient, ils ne cédoient pas encore Briſach : il ſavoit que c'étoit-là le nœud qu'il falloit trancher. Ferdinand y conſentit ; mais avec des conditions que les françois ne pouvoient accepter, ſans offenſer leurs alliés. Quoiqu'on parût donc ſe rapprocher, tout étoit encore ſuſpendu. Puiſqu'on vouloit aſſurer la paix, il falloit qu'elle fût générale ; & par conſéquent il

ne ſuffiſoit pas que la France obtînt ce qu'elle deſiroit.

Pendant qu'on négocioit, les armées entroient en campagne. Charles-Guſtave Wrangel, ayant ſuccédé à Torſtenſon, à qui la goutte avoit fait quitter le commandement à la fin de l'année précédente 1645, s'avança juſques dans la haute Siléſie, afin de ſe joindre aux françois conformément au projet du vicomte de Turenne. En effet, il ſemble que la jonction des deux armées eût pu rendre l'empereur plus facile, mais on avoit des raiſons pour temporiſer. Comme le duc de Bavière ſe prêtoit alors aux vues de la France,

elle croyoit le devoir ménager. Ce prince étoit le plus puiſſant de l'empire : & ſi elle pouvoit le gagner, elle ſe rendoit maîtreſſe de la négociation. C'eſt ce que les ſuédois craignoient. Auſſi reprochoient-ils à la France les démarches qu'elle faiſoit auprès de Maximilien. Ils preſſoient la jonction des armées, & ils auroient voulu porter le fer & le feu dans la Bavière ; perſuadés que s'ils ruinoient cette puiſſance, ils deviendroient les arbitres de la guerre & de la paix. Les intérêts étant auſſi contraires, les françois craignoient une victoire preſqu'autant qu'une défaite. Si les impériaux ont l'avantage, diſoient les plénipotentiaires,

ils ne voudront plus traiter aux mêmes conditions; & ſi notre parti demeure victorieux, il y a lieu d'appréhender que la Suède ne veuille nous donner la loi.

Cependant les ſuédois s'approchoient du Rhin, avec la confiance que les françois s'uniroient à eux. La France devoit-elle donc manquer à ſes engagemens, rompre avec un allié, & l'expoſer à un échec qu'elle auroit ſenti par contrecoup? Déjà les impériaux & les bavarois s'avançoient pour combattre l'armée ſuédoiſe: bien ſupérieurs en nombre, ils ſe flattoient d'une victoire: & Trautmanſdorf, qui en attendoit la nouvelle, ſuſpendoit la négociation, & paroiſ-

ſoit mépriſer les prétentions des deux couronnes. Il étoit donc tems de voler au ſecours des ſuédois. Turenne eut ordre de les joindre, lorſque la jonction étoit devenue fort difficile. Elle ſe fit néanmoins ſur les frontières de la Heſſe.

La négociation recommença ; mais il ſurvenoit de nouvelles difficultés. D'un côté, l'empereur déclaroit ne vouloir rien conclure ſans l'Eſpagne, & demandoit que le duc de Lorraine fût compris dans le traité : d'un autre côté, quoique le duc de Bavière eût fait entendre que la France ſe contenteroit de l'Alſace & de Briſach, elle inſiſtoit encore pour obtenir Philisbourg & les droits ſouverains

ſur les dix villes impériales de l'Alſace, & faiſoit valoir la facilité avec laquelle elle avoit renoncé aux villes foreſtières & au Briſgaw.

Cependant l'Eſpagne ne ſongeoit point à traiter ſérieuſement : elle n'avoit d'autre deſſein, que de détacher les Provinces-Unies, & de retarder la paix de l'empire. Le cardinal penſoit avec raiſon que les impériaux ne ſacrifieroient pas leurs intérêts aux vues de cette couronne; & comme ils s'intéreſſoient encore moins au duc de Lorraine, il perſiſta dans la réſolution de ne pas comprendre ce prince dans le traité.

Quant aux villes impériales de l'Alſace, il falloit bien qu'elles

obéiſſent aux diſpoſitions des principales puiſſances de l'Europe. La plus grande difficulté conſiſtoit donc dans la demande que les françois faiſoient de Philisbourg. L'empereur répondoit qu'il n'étoit pas en ſon pouvoir d'accorder cette place; qu'il falloit le conſentement des états de l'empire & ſur-tout de l'électeur de Trèves à qui elle appartenoit, & que ſi la France pouvoit obtenir ce conſentement, il ne s'y oppoſeroit pas. Il n'avoit pas connoiſſance d'un traité ſecret, par lequel l'électeur avoit conſenti à céder Philisbourg.

Le progrès des armées en Allemagne acheva de lever les difficultés. Les états du duc de Bavière

étoient menacés. Il fallut prendre une réſolution, ſans délibérer davantage; & les impériaux ſouſcrivirent aux principales demandes de la France. Ils ajoutèrent, à la vérité, une clauſe en faveur de la paix d'Eſpagne & du rétabliſſement du duc de Lorraine : mais cette clauſe ne parut de leur part qu'un reſte de bienſéance.

Ces arrangemens particuliers, quoique convenus, n'étoient que conditionnels; l'exécution en étoit renvoyée à la paix générale : la France qui ne vouloit pas ſe ſéparer de ſes alliés, ne pouvoit pas traiter définitivement ſans la Suède, elle avoit ſeulement deſiré qu'on arrêtât d'abord les articles qui la

concernoient ; & pour trouver moins de difficulté, elle avoit offert d'agir auprès des ſuédois, & fait eſpérer qu'elle les porteroit à ſe relâcher.

Les plénipotentiaires françois devinrent donc médiateurs entre l'empereur & la Suède. Cette négociation étoit on ne peut pas plus délicate. Jaloux de la ſupériorité que prenoit la France, les ſuédois ſe montroient plus difficiles que jamais. Ils ne ſe déſiſtoient ſur rien, ni ſur les articles qui les regardoient, ni ſur ceux des proteſtans, ni ſur ceux des états de l'empire ; ils ne cherchoient même qu'à faire naître de nouvelles difficultés, en paroiſſant ne s'occuper que des in-

térêts de la cauſe commune.

Nous ſommes convenus, diſoient les françois, que nous nous relâcherions ſur les affaires générales, à meſure que les impériaux nous ſatisferoient ſur nos intérêts particuliers. Mais les ſuédois ſentoient que le vrai moyen d'obtenir tout pour eux, étoit de demander beaucoup pour les autres; & ils s'obſtinoient dans cette conduite, afin que, ſi la paix étoit retardée, on l'attribuât moins à leurs prétentions qu'à leur zèle pour la cauſe commune. Enfin ils ſe plaignoient de la France, qui avoit ſi fort avancé ſon traité, lorſque le leur n'étoit pas encore commencé : & ſi on leur répondoit que cette démarche

ne leur faiſoit aucun tort, puiſque tout ce dont on étoit convenu, ſeroit ſans effet juſqu'à ce qu'ils euſſent eux-mêmes conclu avec les impériaux; ils n'étoient pas ſatisfaits de cette réponſe, parce qu'ils voyoient les avantages que la France prenoit ſur eux dans la négociation.

Comme ils refuſoient de s'expliquer, parce qu'ils diſoient ne pas ſavoir les intentions de l'empereur, auquel ils reprochoient de ne leur avoir jamais fait de propoſitions expreſſes, les plénipotentiaires françois agirent auprès des impériaux, pour les engager à faire des offres, ſur leſquelles on pût compter. Ceux-ci offrirent la Poméranie citérieure,

la coſeigneurie de Wiſmar & le duché de Mecklembourg, avec la diſpoſition à perpétuité de l'archevêché de Bremen & l'évêché de Verden.

Chriſtine, alors majeure, deſiroit la paix : mais on prétend que le chancelier Oxenſtiern ne la voulut pas, & c'eſt en effet ſon fils qui mettoit les plus grands obſtacles à la négociation. Salvius au contraire, qui avoit la confiance de la reine, s'ouvrit avec les plénipotentiaires françois, & leur conſeilla de négocier immédiatement avec la cour de Suède; leur avouant que s'il ne recevoit de nouveaux ordres, il n'étoit pas en ſon pouvoir de conclure. Ils ſuivirent ce

conſeil, & ils écrivirent à la reine.

Pendant que la négociation traînoit, les impériaux & les bavarois fuyoient devant l'armée des alliés, qui étoit bien inférieure. Avec dix-huit mille hommes au plus, Wrangel & Turenne prenoient des villes, ſe rendoient maîtres de la campagne, mettoient à contribution la Franconie & la Souabe, & portoient le ravage dans la Bavière. L'archiduc Léopold, hors d'état de faire ſubſiſter ſon armée, renvoya les bavarois chez eux, & ramena les impériaux en Autriche. Les alliés prirent leurs quartiers dans la Souabe. Turenne ſe ſaiſiſſant des places ſituées le long du

Danube, & Wrangel occupant le pays qui s'étend vers le lac de Conſtance, leurs partis faiſoient des courſes juſqu'aux portes de Munich. Ainſi finit la campagne. Ces ſuccès rendoient les ſuédois plus difficiles, & mettoient Maximilien dans la néceſſité de traiter avec la France.

Dans les Pays-Bas, les françois prirent Courtrai, Mardick & Dunkerque; & en Italie, Piombino & Porto-Longone. Il eſt vrai qu'en Catalogne le comte d'Harcourt fut obligé de lever le ſiège de Lérida; mais ce n'étoit qu'une conquête de moins. Après tant de pertes, l'Eſpagne, menacée d'en faire encore, paroiſſoit devoir deſirer la

fin de la guerre. Cependant ſa négociation avec la France n'avançoit point. Elle perſiſtoit toujours dans le deſſein de conclure promptement un traité particulier avec les Etats-Généraux, & de faire en même tems tous ſes efforts pour retarder le traité de l'empire ; perſuadée qu'elle pourroit alors reprendre l'avantage ſur la France, ou recouvrer au moins une partie de ce qu'elle avoit perdu. Ce plan étoit ſage : mais afin de pouvoir juger s'il a été conduit ſagement, il faut connoître l'état des choſes au commencement de la négociation ; c'eſt-à-dire, pendant l'hiver qui a précédé la campagne de 1646.

Outre la Catalogne & le Rouſſillon, la France, depuis la guerre déclarée, avoit acquis dans l'Artois, Arras, Bapaume, l'Ecluſe, Béthune, S. Venant, Lillers, Hédin, Lens & pluſieurs autres petites places; dans la Flandre, Gravelines, Bourbourg, Linck, Caſſel, Armentières, le Queſnoi; dans le Hainaut & le Luxembourg, Landrecy, Maubeuge, Damvilliers, Thionville, & beaucoup de châteaux; enfin Caſal en Italie. La France déclaroit ne vouloir rendre aucune de ces conquêtes, afin d'en conſerver la plus grande partie: l'Eſpagne marchandoit, & n'offroit que quelques places, afin de céder le moins qu'il ſeroit poſſible. Enfin

le Portugal, la Catalogne & la Lorraine faiſoient naître encore de grandes difficultés.

Le cardinal Mazarin avoit formé le projet d'échanger la Catalogne pour les Pays-Bas. Il ſe flattoit même d'y réuſſir par l'entremiſe du prince d'Orange; & il s'imaginoit trouver des moyens pour ne donner d'ombrage ni aux catalans, ni aux Provinces-Unies. Philippe IV, qui feignit de ſe prêter à ce deſſein, propoſa le mariage de l'infante avec Louis XIV, & offrit en dot les Pays-Bas. Il eſt vrai que les plénipotentiaires françois affectèrent d'écouter cette propoſition avec indifférence: mais les eſpagnols ſe hâtèrent de répandre, que

le traité alloit être conclu, & on ajouta que la ceſſion que faiſoit l'Eſpagne, comprenoit les droits de cette couronne ſur les Provinces-Unies. En faiſant courir ces bruits, le conſeil de Madrid vouloit allarmer les hollandois, afin de les engager à prévenir la France par un traité particulier. La négociation étoit déjà bien avancée avec eux, puiſque l'Eſpagne abandonnoit tout ce que la république avoit conquis. Il ne reſtoit plus que de légères difficultés ; & les Etats-Généraux comptant les vaincre, faiſoient les préparatifs de la campagne avec une lenteur, qui dérangeoit tous les projets du cardinal. Cependant la France oſoit à

peine ſe plaindre. Plus elle craignoit de perdre ſon allié, plus elle le ménageoit; & les députés, que la république avoit envoyés à Munſter, ne répondoient que par des promeſſes vagues de remplir tous les engagemens. Il eſt vrai néanmoins qu'ils continuoient de déclarer à l'Eſpagne qu'ils ne concluroient rien ſans la France; & ils parloient ainſi, ſoit pour aſſurer l'une, ſoit pour engager l'autre à leur offrir davantage.

Cette conduite incertaine ſembloit devoir avancer la paix: car, d'un côté, les françois ſe relâchoient parce qu'ils craignoient d'être abandonnés; & de l'autre, les eſpagnols faiſoient des offres plus conſidéra-

bles, parce qu'ils eſpéroient moins de détacher les Provinces-Unies. Peut-être encore jugeoient-ils que, s'ils paroiſſoient diſpoſés à conclure avec la France, les Etats-Généraux ſe hâteroient de faire leur traité particulier.

Les deux partis parurent donc ſe rapprocher : mais l'Eſpagne ne faiſoit pas encore aſſez au gré des françois, ni même au jugement des députés de Hollande, qui l'invitèrent à faire davantage. Ils déclarèrent même, conformément à de nouveaux ordres des Etats-Généraux, que la république ne feroit point de traité particulier, & que l'unique moyen de conclure étoit de traiter en même tems avec

la France. Les eſpagnols feignirent de n'avoir pas d'autre deſſein, & voulant écarter tout ſoupçon, ils prirent les députés pour arbitres. Les françois acceptèrent avec joie cette médiation.

La Catalogne fut le premier article qu'on traita. Quoique la France ſe crût en droit de la retenir pour toujours, elle propoſa de ne faire pour cette province qu'une trève, qui dureroit autant que celle que les Etats-Généraux obtiendroient pour eux : car alors cette république préféroit une trève à la paix. Que ſi Philippe aimoit mieux prévenir une nouvelle guerre, il pouvoit abandonner à perpétuité toute la Catalogne, avec les villes

qu'il y poſſédoit encore ; & que Louis XIV le dédommageroit, en lui reſtituant quelques places dans les Pays-Bas. Mais quelque parti que prît l'Eſpagne, la France déclaroit qu'elle n'abandonneroit point un peuple qui s'étoit mis ſous ſa protection, que ce ſeroit une infidélité, une infamie, une lâcheté, dont elle n'étoit pas capable.

Elle étoit cependant réſolue à l'abandonner, ſi on lui cédoit en échange tous les Pays-Bas. Bien perſuadée que Philippe ne pourroit pas ſe réſoudre à voir les françois établis dans le ſein de ſes états, elle n'offroit les Pays-Bas, ou la Catalogne, qu'afin de faire naître aux députés la penſée d'un échange contraire,

contraire, c'eſt-à-dire, de rendre la Catalogne à l'Eſpagne pour en obtenir les Pays-Bas.

Tel étoit le caractère du cardinal Mazarin. Il alloit volontiers par des voies détournées, inſiſtant ſur les choſes qu'il ne vouloit pas, & paroiſſant indifférent ſur celles qu'il deſiroit davantage. Comme il craignoit de donner de l'ombrage aux députés, il n'oſoit leur déclarer ſes vues ſur les Pays-Bas, & il diſſimuloit. Il ſemble qu'il eût mieux fait de renoncer aux Pays-Bas. En effet, il étoit difficile de comprendre, comment il pouvoit ſe flatter d'amener les hollandois à former eux-mêmes un projet, qu'il ſavoit leur être odieux. Il falloit ſuppoſer

que les députés, assez aveugles pour ne pas juger des desseins du cardinal par les intérêts de la France, seroient encore aveugles sur leurs propres intérêts. Or, c'est ce que Mazarin ne pouvoit supposer. Si jamais l'art de négocier est porté à sa perfection, tous ces petits artifices, qui ne peuvent réussir que lorsqu'on traite avec des hommes tout-à-fait stupides, seront si usés, que la bonne foi sera la première qualité d'un habile négociateur.

Le duc de Lorraine, dont l'Espagne demandoit le rétablissement, & le roi de Portugal que la France avoit pris sous sa protection, étoient deux articles, auxquels les deux couronnes vouloient paroître s'in-

téreſſer, & ſur leſquels elles étoient bien diſpoſées à ſe faire des ſacrifices. En effet, après pluſieurs conférences, & peu avant la priſe de Dunkerque, qui ſe rendit le 7 octobre 1646, les députés & les médiateurs aſſurèrent que les eſpagnols conſentiroient à tout, pourvu qu'il ne fût plus queſtion du Portugal; c'eſt-à-dire, qu'abandonnant le Rouſſillon & toutes les conquêtes faites ſur eux dans les Pays-Bas, ils conſentoient à une trève de trente ans pour la Catalogne. Alors on parut s'accorder, ou du moins il ne reſtoit plus que des difficultés aſſez légères.

Il en ſurvint une nouvelle par la priſe de Piombino & Porto-

Longone : car la France réſolut de conſerver encore ces deux places. Il ſemble que les conjonctures étoient aſſez belles, pour ne pas retarder la paix par de nouveaux incidens : mais le cardinal aimoit à former des projets ; ſon eſprit, fécond en raiſons, les lui rendoit toujours plauſibles ; & ſon intérêt perſonnel lui faiſoit craindre la fin de la guerre.

L'Eſpagne n'avoit pris les hollandois pour arbitres, qu'afin de leur perſuader de traiter ſéparément, ſi les françois, comme elle l'avoit prévu, ſe rendoient trop difficiles. Elle affecta même encore de penſer ſérieuſement au mariage de l'infante avec Louis XIV, & cette nouvelle

pouvoit donner d'autant plus d'inquétude aux Provinces-Unies, que l'infant, unique fils du roi d'Eſpagne, étant mort ſur ces entrefaites, le mariage de ſa ſœur portoit dans la maiſon de Bourbon toute la ſucceſſion & toutes les prétentions de Philippe IV.

Ce mariage étoit hors de vraiſemblance : mais le peuple croit volontiers aux bruits qui ſe répandent, & les députés des Etats-Généraux feignoient d'y croire, afin d'avoir un prétexte pour conclure promptement avec l'Eſpagne. Tout étoit arrêté. Ils avoient obtenu ce qu'ils demandoient, & au lieu d'une trève, on leur accordoit une paix qui aſſuroit pour toujours

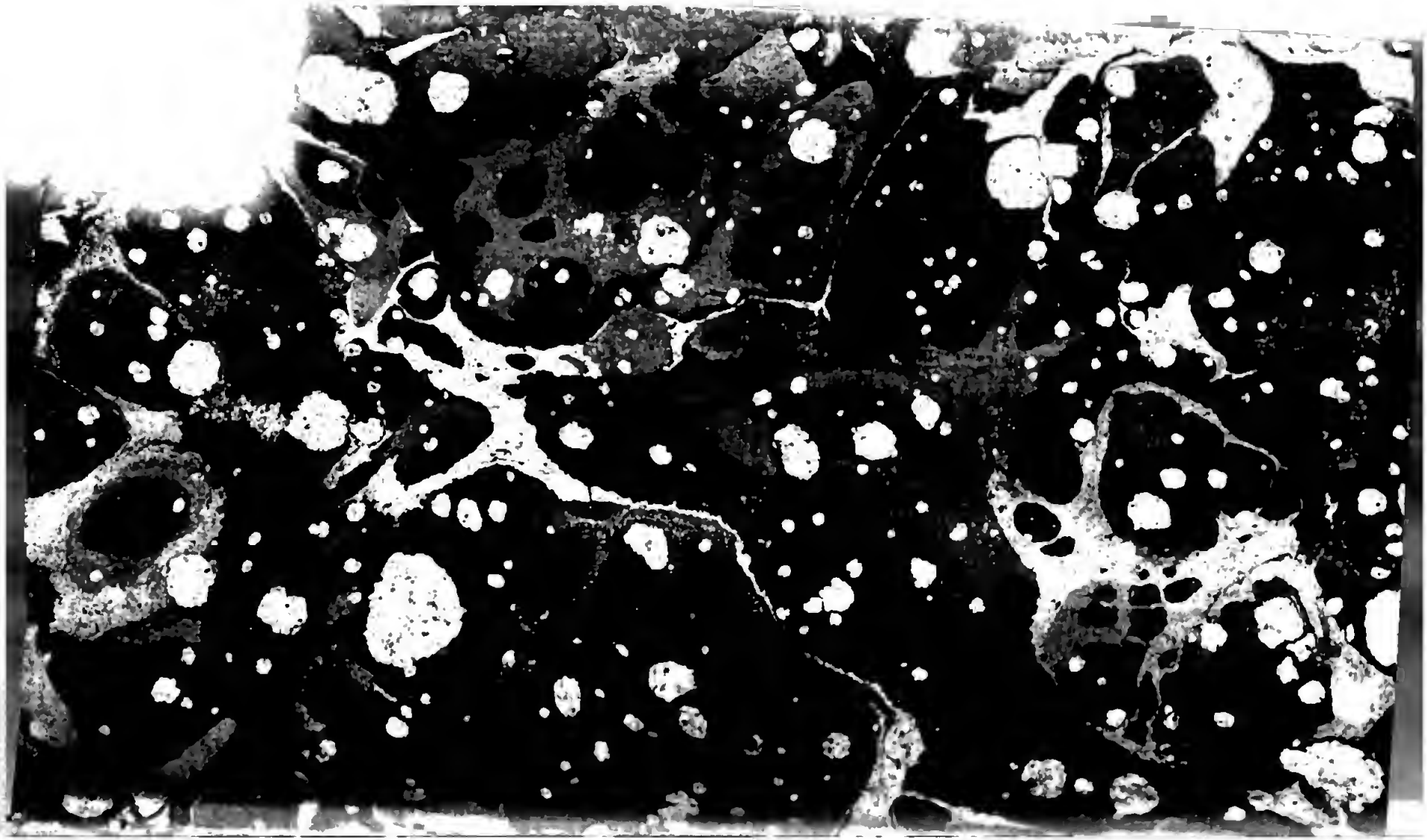
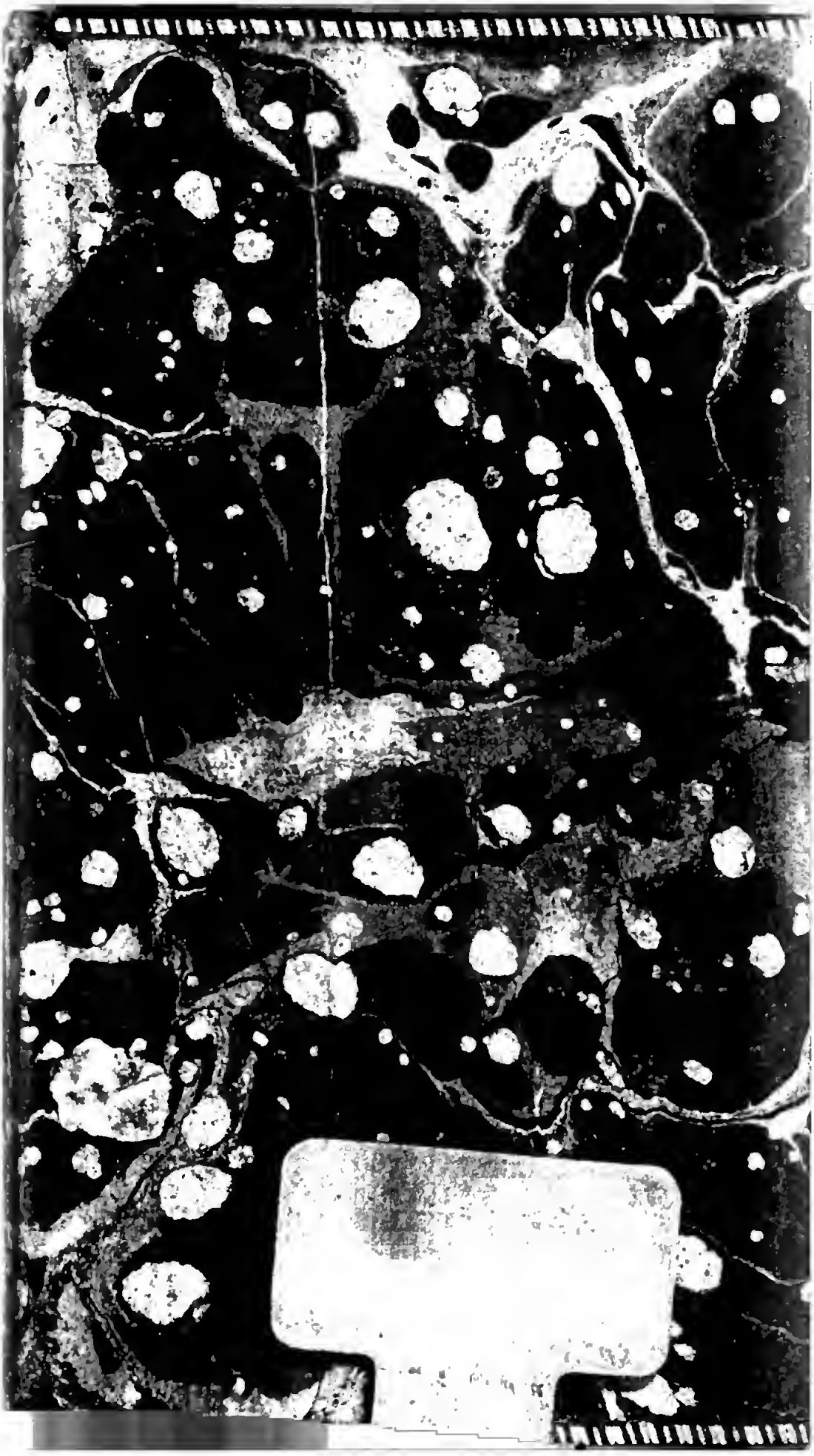
l'état de la république. De nouvelles conquêtes pouvoient, comme Piombio & Porto-Longone, retarder encore le traité de la France ; & les hollandois craignoient de perdre le moment favorable, s'ils laissoient au sort des armes les avantages qu'on leur offroit. Leurs intérêts d'ailleurs ne se concilioient pas avec ceux du roi de Portugal, que la France protégeoit. Ils vouloient conserver les conquêtes qu'ils avoient faites sur les portugais dans le Brésil & aux Indes orientales, ou même en faire de nouvelles ; & par conséquent, ils devoient se liguer avec l'Espagne contre le Portugal.

Les françois ne cessoient de rappeler l'article du traité d'alliance,

par lequel il étoit déclaré que la France & la Hollande n'avanceroient pas leur négociation l'une plus que l'autre. Toutes ces repréſentations furent inutiles, & les députés conclurent leur traité particulier avec l'Eſpagne. Ils conſentirent ſeulement à différer la ſignature, afin que le comte de Servien eût le tems de ſe rendre à la Haye pour conférer avec les états-généraux.

Il avoit été prudent aux puiſſances alliées de ſe propoſer de conduire leurs négociations toutes enſemble & d'un même mouvement, mais ce projet étoit impoſſible dans l'exécution : car ſi elles avoient un intérêt commun à traiter de concert, elles commençoient à ſe faire des intérêts différens, dès qu'elles

en venoient chacune au détail de leurs prétentions ; & les ennemis bien loin de vouloir négocier du même mouvement avec toutes enſemble, ne ſongeoient au contraire qu'à déranger ce concert. Il falloit donc néceſſairement que l'une convînt avec eux ſur quelques articles, lorſque l'autre ne ſavoit pas encore ſur quoi compter. Delà naiſſoient des jalouſies, des défiances & des variations continuelles. Chacune auroit voulu avancer ſa négociation ſéparément, & retarder celle de ſes alliés ; parce que chacune craignoit de reſter ſeule chargée du poids de la guerre, ou d'être forcée par ſes alliés mêmes à faire une paix moins avantageuſe.

Fin du vingt-ſixième Volume.

599666
SBN